Partage international n° 201 — mai 2005

Sommaire

Articles du Maître
- L'accomplissement de l'humanité

Signes des temps
- Miracle sur l'autoroute
- Une parachutiste survit à une chute de 3 400 m
- Bénédiction de Maitreya à Tokyo
- Bénédiction du Maître Jésus à Rome
- Bénédiction de Maitreya à Kyoto
- Un jeune Russe soigne à l'aide d'un miroir
- Croix de lumière dans le désert du Sud de la Californie

Tendances
- Un journalisme éthique
- L'assainissement des sols
- Un nouveau remède contre la malaria
- Un test de détection de la tuberculose

Entretien
- Le peuple norvégien interpelle George Bush

Environnement
- Les activités humaines qui détruisent les écosystèmes

Faits et prévisions
- Condamnation de l'expansionnisme israélien
- La baisse du dollar ne cesse d'inquiéter

La voix des peuples
- Une marche mondiale en faveur de la paix
- Des manifestants renversent le gouvernement du Kirghizistan
- Le pouvoir du peuple en Amérique du Sud
- Weblogs : les médias du peuple

Le respect de la loi
- Darfour : les crimes de guerre soumis à la CPI

Les mensonges dévoilés
- La scène de la capture de Saddam a été montée de toutes pièces
- Erreur monumentale ou ignominie ?
- Irak : les soldats américains blessés sont rapatriés de nuit

Regard sur le monde
- Notre Intérêt commun : le rapport de la Commission pour l'Afrique
- Nouvelle approche de la sécurité mondiale

Divers
- Jean-Paul II (18 mai 1920 – 2 avril 2005)
- Palestine : la liberté de circulation mise à mal
- Double souffrance pour les femmes palestiniennes
- La peur ne doit pas servir d'arme politique

Courrier des lecteurs
- De grandes espérances !
- Sports d'hiver

Copyright Partage international - www.partageinternational.org

- Détectives privées
- Intérêts communs
- Les voyages ouvrent l'esprit

Questions-réponses

ARTICLES DU MAÎTRE

Depuis la création de la revue Partage international, le Maître de Benjamin Creme a rédigé un article chaque mois pendant près de trente-cing ans. Ces articles étaient destinés à être publiés non seulement au moment où ils étaient écrits, mais également chaque fois que les circonstances mondiales le justifieraient.

L'accomplissement de l'humanité

par le Maître

par l'entremise de Benjamin Creme

Au début de chaque siècle, et également tous les quarts de siècle, nous, Maîtres de Sagesse, nous réunissons pour évaluer les résultats des nombreux projets que nous avons lancés antérieurement. C'est ainsi que nous pouvons savoir si nos plans s'accomplissent de manière satisfaisante et, si tel n'est pas le cas, faire les adaptations et les changements nécessaires pour éviter des conséquences fâcheuses.

Peut-être certains verront-ils là un rythme lent et pesant, mais notre longue expérience nous enseigne que l'évolution procède avec lenteur et qu'il faut beaucoup de temps à l'humanité pour réaliser, et intégrer dans la durée, les avancées nécessaires. Le progrès, toutefois, est assuré si le Plan est soigneusement appliqué, et nous avons grand foi en nos méthodes.

Le vingtième siècle

Lorsque nous tournons notre regard vers le vingtième siècle, c'est une image saisissante qui s'offre à nous. A vrai dire, ce fut une époque de luttes et d'accomplissements titanesques, un véritable champ de bataille où des forces radicalement opposées se sont affrontées sans merci. Cette période a vu l'humanité, lasse de la guerre mais triomphante, atteindre enfin sa majorité. De notre point de vue, le siècle dernier a vu l'humanité parvenir à l'âge adulte et devenir enfin capable de prendre ses propres décisions et à décider elle-même de son avenir. Les épreuves et les tribulations auxquelles elle a été confrontée étaient aussi nombreuses que redoutables. Elles ont conduit les hommes à donner le meilleur d'eux-mêmes et les ont préparés aux décisions qui les attendent dans l'avenir immédiat.

Les deux guerres mondiales du siècle passé ont vu l'humanité se scinder en deux : d'une part ceux qui, quels que fussent leurs défauts, se tenaient du côté de la Lumière, en faveur de la liberté, de la justice pour tous et de l'idéal démocratique ; de l'autre ceux qui vénéraient la puissance pour elle-même, se tenaient sur le versant sombre de la vie et cherchaient à asservir le cœur et l'esprit des plus faibles. Le triomphe des forces de Lumière a amené les hommes à mieux connaître la réalité dans laquelle ils vivent, et la nature du matérialisme qu'ils ont combattu si durement et pour un prix si élevé. Ainsi s'est forgé un certain sens de la grandeur de la vie humaine, de sa valeur et de son caractère sacré.

Le retour du Christ

C'est cet accomplissement qui a permis le retour dans le monde du Christ et de son groupe de Maîtres. Les événements du vingtième siècle ont été d'une importance capitale. Ils constituent les épreuves majeures du Disciple mondial et montrent qu'il est prêt, sous notre direction, à combattre et à vaincre la tyrannie, à réparer ses torts passés et à appréhender dans toute sa beauté le fait de la Fraternité.

Certains, au vu de l'état du monde et des actions d'hommes médiocres mais ambitieux, doutent que cela soit possible. Ils ne voient que les événements extérieurs éphémères, et non les changements qui s'opèrent sur les hommes sous l'effet des lois d'évolution. Nous nourrissons de grands espoirs pour les hommes. Cela n'est pas dit à la légère, car nous n'ignorons pas qu'il reste beaucoup à faire pour assurer l'avenir de l'homme et de la planète. Notre perspective se fonde sur une longue expérience des tests et des épreuves de la vie qui ont amené les hommes au point où ils en sont aujourd'hui, prêts à hériter de leur destinée.

Cette traduction est celle publiée dans l'ouvrage *Un Maître parle* (Partage Publication, 2007), et non celle figurant originellement dans la revue *Partage*

international.

SIGNES DES TEMPS

Certains des « signes d'espoir » et des « signes des temps » que nous présentons ici n'ont pas été confirmés par le Maître de Benjamin Creme. Nous les soumettons à votre seule considération car nous ne sommes pas en mesure de vérifier leur nature « miraculeuse »

Miracle sur l'autoroute

Note du Maître

A Waltham Abbey, dans l'Essex (Grande-Bretagne), après que sa voiture ait traversé une barrière de sécurité sur l'autoroute M25, ait heurté un arbre, fait un plongeon de 24 m (évitant de justesse un pylône électrique) et atterri sur le toit dans un enchevêtrement de métal aplati et tordu, sur une île étroite au milieu d'une rivière, le conducteur en a réchappé avec seulement quelques égratignures.

Lorsque Patrick Hawtin, âgé de vingt-cinq ans et originaire de Bicester, dans l'Oxfordshire, heurta une autre voiture et fit une embardée vers la barrière de métal, il se raidit en pensant : *« Cela va faire vraiment mal. »* Mais la voiture passa à travers et se dirigea vers un arbre. *« Cela va faire vraiment très, très mal »,* pensa-t-il. Il se retrouva au sommet d'un talus de 12 m. Remarquant que ses airbags s'étaient dégonflés, le laissant sans protection, il pensa : *« Je vais avoir un choc à la tête »,* et il s'accroupit. Mais lorsque la voiture atterrit – à l'envers et aplatie – il en sortit *« pensant qu'elle pouvait exploser »,* et se retrouva pratiquement indemne.

Patrick Hawtin fut retrouvé par les services de secours, assis près de la voiture accidentée sur une étroite bande de terre au milieu de la rivière. *« Les chances de survie de cet homme étaient vraiment infimes. Survivre à la chute est déjà étonnant, mais avoir évité les deux bras de la rivière est extraordinaire,* a déclaré Jim Kenny, directeur des services de secours, qui constata l'accident le vendredi 18 mars 2005. *Je ne pense pas avoir jamais rencontré un homme aussi chanceux. »*

Une parachutiste survit à une chute de 3 400 m

Note du Maître

Le 22 août 2004, à l'occasion d'un saut au-dessus du club de parachutisme de Johannesburg, à l'aéroport de Carleton-ville, à West Rand (Afrique du Sud), le parachute de Christine Mackenzie, âgée de vingt-quatre ans, refusa de s'ouvrir et les cordes de son parachute de secours s'emmêlèrent. Plongeant de 3 400 m en 45 secondes, à 160 km à l'heure en chute libre, elle rebondit sur une ligne électrique et heurta violemment le sol sur le côté droit. Quelques instants plus tard, elle entendit des voix et réalisa qu'elle était encore en vie.

Les médecins de l'hôpital Milpark, à Johannesburg, furent vivement surpris de constater qu'elle souffrait seulement d'une fracture du pelvis et de quelques contusions.

Bénédiction de Maitreya à Tokyo

Bénédiction lumineuse manifestée par Maitreya sur une photographie prise en novembre 2003, par M. M., de son fils jouant dans une aire de jeux, à Tokyo (Japon).

[Voir la photographie dans la version imprimée de la revue Partage international.*]*

Bénédiction du Maître Jésus à Rome

Photographie d'une institutrice devant la fontaine de Trévi, à Rome (Italie), lors d'un voyage scolaire effectué en 2001. Photo envoyée par J. T. (Espagne). Cette photographie montre une bénédiction de lumière rosée manifestée par le Maître Jésus.

[Voir la photographie dans la version imprimée de la revue Partage international.*]*

Bénédiction de Maitreya à Kyoto

Photographie prise par Mme F. M., dans une station de Kyoto (Japon), montrant une bénédiction lumineuse manifestée par Maitreya.

[Voir la photographie dans la version imprimée de la revue Partage international.]

Un jeune Russe soigne à l'aide d'un miroir

Note du Maître

Rafael Batyrov, âgé de onze ans, vivant dans la république de Bachkirie (Fédération de Russie), affirme qu'il peut voir les maladies des autres dans un miroir. Il explique que lorsqu'il regarde le reflet de quelqu'un dans un miroir, il peut voit son aura. Il voit l'énergie négative accumulée dans les endroits où le reflet est plus sombre. Un endroit sombre indique l'emplacement d'un organe malade.

Rafael découvrit son don il y a environ un an. Il demanda à son père de s'asseoir en face d'un miroir et il énuméra toutes ses maladies. Le père fumait depuis plus de trente ans. Rafael récita une prière devant une bouteille d'eau du robinet et la donna à son père. Celui-ci but l'eau et il cessa de fumer le jour même. L'eau aida également à guérir un alcoolique.

Rasima Batyrov, la mère de Rafael, est professeur à l'école élémentaire que fréquente son fils. *« Rafael a déjà soigné plusieurs professeurs. Même le directeur est venu voir mon fils »*, a-t-elle déclaré.

Tout d'abord, Rafael pouvait seulement indiquer les zones sombres, mais il peut maintenant donner des diagnostiques détaillés. Raila Khabiubllina, professeur à l'école de Rafael, a raconté : *« J'ai subi une intervention chirurgicale il y a deux ans – les médecins m'ont enlevé des polypes du sinus maxillaire. Rafael n'en savait rien. Lorsqu'il regarda mon reflet dans le miroir, il diagnostiqua immédiatement ma maladie. Il me dit également que je devais prendre soin de mon estomac et de ma gorge. Il commença sur-le-champ à me traiter : il déplaça ses mains de mes épaules jusqu'à mes genoux, sans même toucher mes vêtements. »*

Pendant les week-ends, les gens font la queue devant la maison des Batyrov. Rafael a vu jusqu'à vingt personnes par jour l'été dernier. *« J'ai déjà donné des interviews dans de nombreux journaux,* dit-il. *Maintenant trop de gens viennent chez nous. Il en vient de toute la Bachkirie, sans parler d'autres républiques. C'est plutôt dur pour moi de travailler avec chacun d'entre eux. J'ai également besoin de temps pour mes études. »*

Croix de lumière dans le désert du Sud de la Californie

Note du Maître

En 2002, juste après minuit, le mercredi des cendres, une lumière en forme de croix fut découverte sur une fenêtre située à l'arrière d'une maison, à Thermal, dans le désert du sud de la Californie. Des visiteurs sont venus en grand nombre pourvoir la croix, formant parfois une queue de vingt personnes le long du chemin de terre conduisant à la maison de Jésus et Conception Aceves.

Trois ans plus tard, la croix brille toujours, et les visites continuent. La porte de derrière est entourée de fleurs, de crucifix et de portraits de Jésus et de la Vierge Marie.

« La plupart des personnes qui viennent ici ont la foi, déclare Coral Aceves, la petite-fille de Jésus et Conception. *Elles veulent être guéries. Des miracles se produisent. »*

TENDANCES

Dans le monde actuel s'affirme une tendance de plus en plus prononcée à la synthèse, au partage, à la coopération, à de nouvelles approches et avancées technologiques pour la sauvegarde de la planète et le bien-être de l'humanité. Cette rubrique présente des événements et courants de pensée révélateurs d'une telle évolution.

Un journalisme éthique

Après le choc causé par le tsunami, dont la conséquence fut le réveil d'un sens de l'unité dans le monde, de plus en plus de gens évoquent l'idée du partage. Des appels en faveur de la justice économique et sociale retentissent à travers le monde. *Time Magazine* s'est récemment fait l'écho de cette tendance.

Dans un récent numéro, il a consacré sa couverture et onze pages à de larges extraits du nouvel ouvrage de Jeffrey Sachs *: The End of Poverty (la Fin de la pauvreté).* Dans un article introductif intitulé : *Un journalisme éthique,* James Kelly, rédacteur en chef de *Time,* écrit : *« Dans son livre, J. Sachs tente de porter un regard neuf sur le malheur des plus*

démunis, dont le nombre dépasse le milliard. Selon lui, plus de huit millions de personnes à travers le monde meurent chaque année parce que leur état de pauvreté est tel qu'il leur est impossible de survivre.

J. Sachs soutient avec passion que cette hécatombe pourrait être entièrement évitée si les pays développés s'unissaient pour y mettre fin. Vous ne serez peut-être pas d'accord sur tous les points, mais il est impossible de nier le fait qu'une action à l'échelle mondiale est nécessaire pour empêcher la mort inutile de tant de personnes chaque année. Nous estimons, poursuit J. Kelly, *que bien qu'il soit tentant de détourner le regard, il est de la responsabilité de ce magazine de jeter la lumière sur des problèmes qui transcendent les frontières, que ce soient le réchauffement planétaire, le sida ou les génocides. »*

L'assainissement des sols

Au Japon, on sait qu'environ 400 000 installations industrielles rejettent des substances polluantes pour le sol. Dans la moitié des cas, il s'agit de solvants organiques à base de chlore utilisés pour le nettoyage des machines. Depuis peu, deux sociétés japonaises se sont regroupées pour offrir une solution permettant de décontaminer le sol pour un coût relativement faible. Le processus de nettoyage implique l'usage d'un composé donneur d'électrons mélangé à de l'eau et répandu dans le sol jusqu'à 10 mètres de profondeur. Il en résulte une stimulation des micro-organismes qui décomposent les solvants à base de chlore en substances moins nocives. Les substances polluantes sont ainsi éliminées en quelques mois.

Un nouveau remède contre la malaria

D'après la revue scientifique britannique *Nature*, un nouveau remède synthétique confectionné à partir d'une ancienne médication à base de plantes pourrait ouvrir une perspective majeure dans le traitement contre la malaria.

L'*artemisia annua* (bois à ver sucré) est une plante utilisée pour ses propriétés médicinales depuis 1 500 ans, mais son efficacité dans les traitements contre la malaria n'a été découverte qu'il y a trente ans : les Chinois extraient un composé de l'artemisia largement répandu, appelé *artemisinin*, qui tue le parasite de la malaria tandis qu'il circule dans le sang. Mais ces plants de « bois à ver » nécessitant 18 mois pour parvenir à maturité avant qu'il ne soit possible d'en extraire les composés, la fabrication du remède est difficile et onéreuse. Le nouveau remède synthétique se rapproche beaucoup de *l'artemisinin*, tout en étant moins cher, et il est plus facile à produire.

Surnommée OZ277, ce médicament a été étudié en Europe et aux Etats-Unis avant d'être mis au point par Ranbaxy Laboratories, en Inde. Des tests de sécurité sont actuellement effectués en Grande-Bretagne, les tests d'efficacité devaient commencer en janvier 2005.

La malaria tue plus d'un million de personnes chaque année, et 40 % de la population mondiale est sous risque permanent. En Afrique, où un enfant meurt de la malaria toutes les 30 secondes, cette maladie représente les deux cinquièmes de toutes les dépenses de santé publique du Sud-saharien ; 500 millions de doses sont nécessaires annuellement, mais l'*artemisinin* actuel n'est pas disponible à grande échelle car il coûte 20 à 30 fois plus cher que les précédents traitements de la malaria. La découverte d'une solution moins onéreuse pour synthétiser *l'artemisinin* augmentera sa disponibilité.

Les scientifiques restent néanmoins prudents : les précédents traitements contre la malaria sont devenus inefficaces puisque l'organisme malade met rapidement au point une résistance aux médications. Mais selon Andrew Read, biologiste de l'Université d'Edinbourg (Ecosse) : « *Un nouveau remède, même seulement efficace à moyen terme, sauvera de très nombreuses vies et sera vraiment bienvenu. »*

Un test de détection de la tuberculose

Chaque année, neuf millions de personnes de par le monde contractent la tuberculose et deux millions en meurent. Aujourd'hui, un nouvel outil de diagnostic devrait permettre de détecter cette maladie à travers le monde. Rien qu'en Grande-Bretagne, il pourrait réduire le nombre de cas de plusieurs dizaines de milliers sur une période de 10 à 15 ans. Le test cutané traditionnel, qui implique une évaluation de la réaction à la tuberculine injectée sous la peau, est considéré comme non fiable et trop long. Le nouveau test sanguin recherche des signes provoqués par l'infection des cellules T (cellules immunitaires dans le sang) ; le résultat s'obtient sous 24 h. Connu sous l'appellation T SPOT-TB, ce nouveau test a été mis au

point sur une période de dix ans par Immunotec (société basée à Oxford) ; il a été testé sur 4 000 personnes dans onze pays et devrait être disponible d'ici quelques mois.

ENTRETIEN

Le peuple norvégien interpelle George Bush

Interview de Torgeir Knag Fylkesnes

En octobre 2004, une lettre ouverte adressée au président Bush, signée par « des citoyens et des organisations norvégiennes inquiètes », *a fait l'objet d'une annonce pleine page dans* The Washington Post. « M. le Président, *commençait-elle,* en tant qu'amis des Etats-Unis, nous respectons la force, la créativité et la générosité de votre pays. Cependant, en cette période de notre histoire, nous nous sentons obligés de vous écrire. Quatre Norvégiens sur cinq sont opposés à la guerre que les Etats-Unis font à l'Irak et notre gouvernement a omis d'exprimer clairement l'opinion de la majorité de sa population. M. le Président, nous vous demandons instamment de modifier votre politique étrangère. »

Depuis que G. Bush a entamé son second mandat, le monde a vu se produire de plus en plus fréquemment des exemples de ce que les médias appellent aujourd'hui « le pouvoir du peuple ». La campagne Tellhim.no (Dites-lui.non) et sa lettre ouverte était une tentative pour informer les Américains et les alerter sur la nécessité d'agir et de redécouvrir en masse leur pouvoir populaire.

Torgeir Knag Fylkesnes, l'un des investigateurs de la campagne Tellhim.no, a été interviewé par Ana Swierstra Bie pour Partage international, *juste avant, et de nouveau juste après les élections présidentielles américaines de novembre 2004.*

Partage international : *Quel est aujourd'hui l'état de santé de la démocratie ?*
Torgeir Knag Fylkesnes : Parlons du principe « pour le peuple, par le peuple ». Où ce principe est-il mis en pratique ? Beaucoup de gens éprouvent peu de respect pour les politiciens et je pense que c'est justifié. L'attitude que nous ressentons de la part des politiciens est une sorte de mépris pour le public. Ils ignorent l'opinion des gens et la considèrent comme négligeable – comme si les gens ne savaient rien. C'est une attitude très condescendante.

Grâce à une information beaucoup plus accessible, la politique étrangère est beaucoup mieux connue ; nous comprenons mieux ce qui se passe dans le monde. L'intérêt et la compréhension de la population grandissent, une attitude beaucoup plus globale. Soudain, les diplomates sur leur piédestal ne sont plus les seuls à savoir ce qui se passe ; les gens sont informés et ne se contentent plus seulement d'accepter les choses. Les gens ont des connaissances, ce qui les conduit à un sentiment de responsabilité. Je crois qu'il existe un engagement très fort et un désir puissant de changer aussi bien la société que le monde dans lequel nous vivons. Les gens prennent de plus en plus conscience que la société va trop loin dans bien des domaines, et que nous devons faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard.

PI. *Et cette connaissance est-elle à l'origine de l'implication croissante des gens ?*
TKF. Oui, je pense que c'est très important. Nous parlons de révolution des technologies de la communication. Il s'agit réellement d'une « révolution du pouvoir ». Lorsque les gens sont informés, ils ont aussi du pouvoir. S'ils ignorent ce qui se passe, ils n'ont aucun pouvoir. Grâce à l'ouverture qui s'est créée dans notre société au cours des vingt dernières années, le pouvoir est descendu dans la rue, mais les structures n'ont pas encore permis que cela se concrétise. Cette révolution du pouvoir nous rend tous égaux. Nous ne devons pas créer de nouvelles structures qui puissent bloquer ce mouvement, mais lui permettent de s'exprimer dans la société. Je pense que ce changement dans la qualité de la politique est déjà en train de se produire.

PI. *Cela montre aussi le sérieux de la situation. Alors que les gens en prennent conscience et en perçoivent les conséquences, il semble que les politiciens aient choisi de les minimiser.*
TKF. Lorsque vous occupez une position élevée dans la politique, vous gravitez à un niveau où vous pouvez aisément ne plus voir les choses en perspective. Vous voyez les choses en surface, vous planifiez à grande échelle, en voyant les gens davantage comme des groupes et non comme des individus.

PI. *Beaucoup de politiciens perdent-ils le contact avec la réalité ?*
TKF. Oui, c'est ce que je pense. Ils ne voient pas ce qui paraît clair aux yeux de la population. La politique est devenue très pragmatique, et quand il n'existe pas de ligne directrice éthique claire, vous ne vous souciez pas des conséquences de vos actes parce que vous ne voyez pas que les choses sont

connectées. Vous êtes même prêts à ne pas tenir compte des atrocités. Mais en tant qu'êtres moraux, nous n'avons pas le droit de laisser passer de tels actes. Une politique démocratique *devrait* être fondée sur la vie des gens et sur leurs besoins, leurs pensées et leurs rêves, mais tout cela a été balayé. Elle fonctionne au niveau de la gestion, et ce qui se passe dans la démocratie est perdu de vue. Les gens ne vivent pas au même niveau que les politiciens, ils vivent au niveau de la terre.

Je vois que davantage de politiciens, en Norvège également, ont commencé à prendre cela au sérieux. Ils se rendent compte qu'ils sont trop éloignés de la sphère où la politique devrait opérer, là où les gens se trouvent. Au lieu de passer autant de temps en réunions et en comités, ils commencent à chercher à agir à d'autres niveaux. Les gens ordinaires sont préoccupés et inquiets pour l'avenir. La guerre en Irak a été perçue comme étant profondément injuste et erronée. Les gens se demandent : *« Quel chemin sommes-nous en train de suivre ? Dans quelle direction allons-nous ? »*

Le fait de travailler pour la campagne Tellhim.no m'a donné beaucoup d'espoir. Je crois que nous avons à peine effleuré la surface de tout le soutien que nous aurions obtenu si la campagne avait été organisée différemment. Quelque chose dort là-dessous que nous ne sommes pas encore parvenus à réveiller. La question est juste de trouver de nouveaux créneaux à activer. Au lieu de raisonner depuis le sommet vers le bas, nous devons commencer à partir du niveau de la population. Si nous réussissons à unir et à diriger ce nouveau pouvoir qui est au sein du peuple, alors nous réussirons à obtenir n'importe quoi.

Il est très intéressant d'observer ce qui se passe aux Etats-Unis. Un mouvement social puissant est né à cause de G. Bush. De plus en plus de gens se sentent concernés, déjà plusieurs millions. Ce mouvement est en train de mieux s'organiser et d'avoir un meilleur sens de la direction à suivre ; en dépit de leurs différences, les gens sont en train de s'organiser autour d'objectifs communs.

PI. *Ce mouvement populaire a donc beaucoup de pouvoir.*

TKF. Oui, il a un véritable pouvoir. Dix millions de gens dans le monde entier ont participé aux manifestations de février. Cela représente davantage de gens que toutes les armées du monde réunies. L'armée chinoise, par exemple, la plus grande du monde par ses effectifs, compte environ un million de soldats.

Si les forces sociales parviennent à maintenir la pression, nous pouvons influencer les politiciens et les conduire à prendre des positions claires. Nous pourrons alors obtenir l'appui de davantage de pays. Les Etats-Unis cherchent eux aussi à obtenir des alliés dans le monde. Ce fait pourrait contribuer à réduire l'extrémisme qui sévit aujourd'hui. Les pays arabes se feraient alors une idée différente. L'ensemble du monde chrétien occidental *n'est pas* contre eux ; ceux qui pensent que ce qui se passe est horrible sont très nombreux. Les musulmans verraient alors que l'idée qu'ils s'en font est plus nuancée.

Tous ces facteurs pourraient aider. Cela ne prendrait pas beaucoup de temps. Je crois que le changement devra venir d'en bas, parce que c'est là que se situent les opinions claires. Et nous ne renoncerons jamais !

PI. *Aujourd'hui, pendant son second mandat, G. Bush semble faire un gros effort pour convaincre tout spécialement les leaders politiques européens de son intention de coopérer et d'entreprendre des actions communes. Que pensez-vous de cette « nouvelle mélodie » de la part de l'administration américaine ?*

TKF. Je ne vois pas du tout cela comme une « nouvelle mélodie ». Ils sont simplement plus confiants aujourd'hui, ils ont une base politique plus solide et peuvent se détendre, mais la stratégie est exactement la même.

Il s'agit d'une stratégie très délibérée : *« Nous sommes les plus puissants du monde, et nous allons exploiter cet avantage. »* Ils choisissent de se distancer d'une coopération internationale comme l'Onu et l'Otan – des alliances avec lesquelles il est normalement obligatoire de coopérer. Ils créent des alliances qui répondent à leurs besoins en fonction des différentes situations. On le constate aussi bien lors des opérations militaires qu'humanitaires. Ils font du « shopping » en fonction de leurs objectifs politiques.

Lors de la récente catastrophe du tsunami, par exemple, l'administration américaine n'a pas voulu coopérer avec l'Onu, mais a choisi de coopérer avec des pays totalement différents, créant ses propres alliances, choisissant des pays possédant ce qu'ils convoitent : l'Australie, le Japon etc. La même chose est en train de se produire pour les échanges et le commerce. L'Amérique crée des alliances échappant aux structures normales, l'OMC et d'autres sphères similaires. Partout où il y a une coopération internationale, ils pensent probablement qu'ils n'ont pas assez de pouvoir, ou pas autant de pouvoir qu'ils le souhaiteraient, et c'est la raison pour laquelle ils créent leurs propres alliances. Ils sont assez forts pour le faire. Ils voient que le monde n'y est pas franchement opposé, et les réactions qu'ils provoquent sont si modestes et insignifiantes qu'elles n'ont aucune importance. Ils voient aussi qu'ils ont beaucoup à gagner à faire cavalier seul. Il s'agit d'une tendance vraiment très effrayante.

PI. *Pensez-vous qu'il faille moins s'inquiéter aujourd'hui de la politique étrangère américaine que cela n'était le cas au moment où la lettre ouverte au président a été publiée ?*
TKF. Non, au contraire. Avant l'élection américaine, l'administration Bush n'avait pas une majorité claire lui permettant de faire tout ce qu'elle voulait, aussi bien à l'intérieur du pays que dans sa politique étrangère. Depuis l'élection, ils bénéficient de cette majorité. Aujourd'hui, ils ont placé en Irak une bonne partie de leurs moyens, mais ils souhaitent s'y retirer le plus vite possible. La manière dont ils opèrent leur retrait est plutôt alarmante – brusquement, alors que règne l'insécurité dans ce pays au bord de la guerre civile.
Mais je pense qu'il est même plus inquiétant encore de songer à ce qui pourrait se produire à l'avenir. Je pense que ce que nous voyons aujourd'hui constitue les prémisses d'une lutte pour les matières premières, d'une bataille pour le pétrole. La compétition dans la région de Barents entre les Etats-Unis, l'UE et la Russie est en train de s'intensifier. La Chine commence à s'impliquer dans les pays d'Afrique possédant du pétrole. C'est ce que les Etats-Unis sont en train de faire au Moyen-Orient, et ils ont des projets similaires pour d'autres régions, avec des pipelines, etc. Ils sont prêts à utiliser l'argument « liberté et démocratie » afin d'entrer en guerre et de se réserver ces ressources.

PI. *Vous ne pensez donc pas que l'administration américaine s'efforce de propager la liberté et la démocratie dans le monde ?*
TKF. Si c'est *cela* la liberté et la démocratie, alors ils ont une très curieuse conception de la liberté et de la démocratie. Cela m'apparaît plutôt comme une mission – une manière très archaïque d'imposer certaines croyances aux autres, en les forçant plus ou moins à croire à quelque chose parce qu'on croit savoir ce qui est le mieux pour eux.

PI. *Comme une sorte de conviction religieuse ?*
TKF. Oui, c'est une forme de fondamentalisme. Cette attitude consiste à affirmer que vous *devrez* accepter le libéralisme économique ; que vous *devrez* accepter la démocratie ; que c'est ainsi que les choses *devront* être.

PI. *A votre avis, en quoi consiste cette administration, comparée aux précédentes, est-elle plus dangereuse ?*
TKF. L'un des aspects est leur stratégie consciente visant à faire cavalier seul, à agir seul. L'autre aspect, ce sont les conséquences de cette stratégie. Je crois que nous abordons une période de réarmement. Les Etats-Unis sont en train d'accroître leur puissance militaire et de retirer des forces d'Europe afin d'augmenter leur présence dans des régions présentant un plus grand intérêt pour eux. L'Europe est également en train de renforcer ses armées, et nous voyons que la Russie va dans le même sens. Lorsqu'un pays devient très puissant, les autres éprouvent le besoin d'être suffisamment forts pour se défendre. Cela se passe aussi en Chine – ils cherchent à lever l'embargo sur les armes. Ce ne sont pas nécessairement les grands pays qui, en période de réarmement, finissent pas entrer en guerre, mais les conflits existant dans des pays plus petits peuvent soudain s'enflammer du fait qu'il y a davantage d'armes en circulation. L'industrie de l'armement se développe. Le seul résultat d'une telle spirale est le conflit.

PI. *Pensez-vous que cela présente un danger pour la paix mondiale ?*
TKF. Oui, absolument. Je pense que c'est un problème très urgent. Nous nous engageons très vite en période de crise, mais dès que la situation se normalise, quand l'Irak disparaît des médias, cette inquiétude diminue.
Je crois qu'il est très important que nous nous engagions. Il est important que nous cherchions à lancer des débats dans divers pays où des politiciens osent afficher des points de vue indépendants, qui ne soient pas dictés par les Etats-Unis – comme c'est aujourd'hui le cas de la plupart des pays, particulièrement la Norvège. Nous avons besoin de politiciens ayant le courage d'exprimer leurs convictions, et cela dépend d'un engagement profond de leur base électorale. C'est un peu comme de pousser de gros rochers. Nous devons penser : *« Bien sûr, nous pouvons y arriver ! »* Souhaitons-nous vraiment laisser le souvenir d'une génération qui n'a rien fait ? Qui n'a pas été capable de changer le cours des événements ? Ce n'est évidemment pas ce que nous souhaitons.

PI. *Alors que faut-il faire ?*
TFK. Il y a de nombreux défis à relever, mais le plus important est de coopérer. Il faut un puissant ensemble de pays qui expriment très clairement et à l'unisson leurs opinions et qui exercent une pression sur les Etats-Unis pour qu'ils s'engagent dans une coopération mondiale. Seuls deux pays n'ont pas signé la Convention sur les droits de l'enfant, ces pays sont la Somalie et les Etats-Unis d'Amérique. Voilà un exemple typique de la manière de penser des Américains. C'est leur attitude habituelle de ne pas s'engager dans ce que l'unité des nations du monde considère comme des règles communes. Les différentes nations doivent s'unir dans la solidarité et la force afin d'exiger un tel engagement de la part des Etats-Unis. Je pense que nous devons aussi nous efforcer de mobiliser les Américains. Nous devons

travailler au plan international, mais aussi national et local, de personne à personne.

PI. *Devons-nous aussi faire pression sur les politiciens ?*
TKF. Oui, c'est très important. Nous devons leur faire comprendre très clairement qu'il faut promouvoir nos valeurs et nos objectifs, et faire cela avec d'autres pays. Nous ne pensons pas que le monde deviendra meilleur si une nation très puissante agit seule et engage des conflits dont les conséquences feront naître de nouveaux problèmes.

PI. *Comment voyez-vous l'avenir ?*
TKF. Le changement est possible. Si tout le monde adhérait à la situation actuelle, disant que l'ordre du monde actuel est celui que nous souhaitons, alors je serais pessimiste. Mais l'importance de l'engagement des gens dans le monde entier, y compris aux Etats-Unis, montre que tout est encore possible. L'enjeu mondial repose simplement sur le choix entre un ordre mondial et un autre. Il suffit d'oser. Nous devons donner l'impulsion nécessaire pour que la balance penche du bon côté. Et pour donner cette impulsion finale, nous devons être optimistes.

ENVIRONNEMENT

Rapport du millénaire sur l'évaluation des écosystèmes

Les activités humaines qui détruisent les écosystèmes

« Les activités humaines exercent une telle pression sur les fonctions naturelles de la Terre que la capacité des écosystèmes à assurer la survie des générations futures est mise en péril. » Telle est la conclusion du Rapport du millénaire sur l'évaluation des écosystèmes (RMEE), l'enquête la plus complète jamais publiée sur l'état de la planète. *« Le RMEE s'intéresse particulièrement aux services fournis par les écosystèmes (aux bienfaits que les hommes en retirent) et analyse comment une altération de ces services a affecté le bien-être des populations, et les affectera encore plus gravement dans les décennies à venir. Il propose aussi des solutions aux niveaux local, national et mondial pour améliorer la gestion des écosystèmes et ainsi contribuer au bien-être des hommes et vaincre la pauvreté. »*

Lancé en juin 2001 par le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, le RMEE vient juste de paraître. D'après les conclusions de cette étude, conduite par 1 300 experts de 95 pays, l'humanité a progressé en terme de bien-être et de développement économique, mais au prix de la destruction de son environnement.

Les activités humaines causent de graves dommages à l'environnement : *« Près de 60 % des écosystèmes marins et terrestres qui soutiennent la vie sur la planète sont en danger car ils ne sont pas exploités selon des critères de durabilité. »*Les scientifiques sonnent l'alarme : l'état de santé et la fertilité de la planète ne pourront que décliner au cours des cinquante prochaines années si des changements radicaux n'interviennent pas immédiatement. Il résulte de leurs travaux que nous avons tellement pillé et pollué les écosystèmes que *« la dégradation de 15 des 24 écosystèmes étudiés va probablement entraîner des conséquences dramatiques sur nos conditions de vie. On peut s'attendre à l'apparition de nouvelles maladies, à des modifications brusques de la qualité de l'eau, à la création de « zones mortes » le long de nos côtes, à l'effondrement de l'industrie de la pêche, et à d'importantes modifications du climat. »*

Le rapport s'est focalisé sur quatre domaines principaux :

– L'homme a modifié les écosystèmes au cours des cinquante dernières années plus rapidement et plus profondément qu'à aucune autre époque de son histoire. Principalement pour répondre à l'augmentation de nos besoins – nourriture, eau douce, bois pour la construction et l'industrie, fibres et combustibles. On a converti plus de terres à l'agriculture depuis 1945 qu'au cours des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles réunis. Plus de la moitié des engrais azotés synthétiques utilisés sur la planète l'a été depuis 1985. Toutes ces activités ont entraîné une dégradation irréversible de la biodiversité, avec 10 à 30 % des espèces de mammifères, d'oiseaux et d'amphibiens menacées d'extinction.

– Les modifications des écosystèmes qui ont le plus servi l'augmentation du bien-être général et le développement économique ont entraîné la dégradation d'autres services. Seuls quatre services fournis par les écosystèmes ont connu une amélioration au cours des cinquante dernières années : l'augmentation des récoltes, du bétail et de la production aquacole, et la séquestration du carbone à des fins de régulation du climat. Deux services – la pêche et la disponibilité de l'eau douce – ont atteint des niveaux qui ne permettent même plus de répondre à la demande.

– La dégradation des services fournis par les

écosystèmes pourrait augmenter de façon significative dans la première moitié de ce siècle et ainsi compromettre la réalisation des Objectifs du millénaire des Nations unies. Dans les quatre cas de figure envisagés pour le futur, on prévoit des progrès dans la lutte contre la faim, mais plus lents que ce qui serait nécessaire pour diminuer par deux le nombre de personnes souffrant de la faim à l'échéance 2015. Les experts annoncent que des modifications des écosystèmes tels que la déforestation ont des conséquences sur le taux des maladies comme la malaria et le choléra, ainsi que sur les risques d'émergence de nouvelles maladies. Si la malaria, par exemple, avait été éliminée il y a 35 ans, le produit national brut de ce continent aurait augmenté de 100 milliards de dollars.

– Renverser cette tendance à la dégradation des écosystèmes tout en maintenant la satisfaction des besoins croissants de l'humanité est possible, mais demandera des changements politiques et institutionnels qui ne sont toujours pas prévus. Le rapport mentionne diverses options qui permettraient de conserver les écosystèmes en réduisant la nécessité de compromis aux effets négatifs, en influençant positivement les autres écosystèmes. La protection des forêts, par exemple, permet à la fois de préserver la faune et la flore, de produire de l'eau douce, et de réduire le gaz carbonique dans l'air.

Les solutions sont entre nos mains. Même si ce rapport dresse un bilan inquiétant, ses conclusions peuvent donner quelque espoir si nous sommes prêts à introduire des changements profonds dans nos relations avec l'environnement. Nous devrons modifier nos comportements vis-à-vis de la nature à tous les niveaux de décision, en prêtant attention aux signaux d'alarme, et établir de nouveaux rapports de coopération entre les gouvernements, les entreprises et la société civile.

FAITS ET PRÉVISIONS

Au fil des années, Partage international a régulièrement publié des articles soulignant les attentes de Maitreya, telles qu'elles ont été présentées par l'un de ses collaborateurs vivant à Londres au sein de la même communauté, à propos d'un certain nombre de changements politiques, sociaux, écologiques et spirituels devant se produire dans le monde. Périodiquement, Benjamin Creme et son Maître ont également partagé leur point de vue sur les développements à venir. Dans cette rubrique intitulée « Faits et Prévisions » notre rédaction analyse les nouvelles, les événements et les déclarations ayant un rapport avec ces prévisions et points de vue.

Condamnation de l'expansionnisme israélien

Un groupe de 124 personnes de diverses nationalités, dont un certain nombre d'Israéliens et de Palestiniens, ont adressé une lettre à Kofi Annan dans laquelle ils mettent en doute l'intention du premier ministre israélien A. Sharon de respecter la « feuille de route » devant aboutir à la paix et à la création d'un Etat palestinien viable. Les signataires, au nombre desquels on compte un Prix Nobel de la Paix, Jody Williams, dénoncent des *« actions unilatérales destinées à s'emparer de territoires palestiniens et de les annexer de fait à Israël ».* Ils critiquent la « barrière de sécurité », ce mur qui divise les communautés et annexe des terres palestiniennes.

Ce courrier était accompagné de photographies récentes prouvant que le gouvernement israélien poursuit à un rythme accéléré l'extension des colonies juives sur la Rive Ouest, en dépit de ses dénégations publiques répétées. Ces clichés, datant de l'été 2004 et de 2005, révèlent de vastes chantiers dans plusieurs colonies. Selon le politicien palestinien Saeb Erekat, ces violations de la feuille de route entravent les efforts des dirigeants palestiniens pour réduire la violence et négocier un accord de paix. *« Partout sur la Rive Ouest on construit des colonies, ce qui mine tous les efforts destinés à faire renaître chez les Palestiniens l'espoir que la paix peut durer. »* En effet, ces extensions confirment les craintes palestiniennes qu'A. Sharon ne démantèle ses colonies de la Bande de Gaza que pour masquer l'annexion de certains territoires de la Rive Ouest.

En 2004, Israël avait promis aux Etats-Unis de délimiter strictement les zones de construction de chaque colonie de la Rive Ouest. Mais rien n'a été fait concernant les trois grandes colonies de Maale Adumin, Ariel et Gush Etzion, qui empiètent largement sur le territoire palestinien et regroupent la majorité des 230 000 colons peuplant les terres au-delà de Jérusalem-Est. Ces clichés ont été pris sur l'ordre d'un ancien procureur israélien, Talis Sasson. Lors de son enquête sur les avant-postes de la rive Ouest, elle s'était aperçue qu'aucune photographie aérienne de ces colonies n'avait été prise depuis cinq ans. Dans son rapport, publié en mars 2005, elle

dénonce la complicité du gouvernement dans des fraudes systématiques, *« des infractions institutionnalisées »,* et la confiscation de propriétés privées palestiniennes lors de la construction d'avant-postes israéliens.

La baisse du dollar ne cesse d'inquiéter

Alarmisme ou conseil avisé ? Fin mars 2005, lors d'un colloque de trois jours réunissant 650 chefs d'entreprise venus d'une trentaine de pays, l'ancien premier ministre de Malaisie, Mahatir Mohamad, a exprimé ses craintes concernant l'économie des Etats-Unis et la viabilité du dollar. Dans son discours préliminaire, intitulé *Etre dirigeant à notre époque d'incertitudes – comment les événements mondiaux influencent les entreprises*, il a soutenu que l'un des principaux facteurs maintenant à flot l'économie des Etats-Unis était la crainte d'un effondrement inévitable de l'économie mondiale.

Mohathir Mohamad, qui s'était attiré des louanges internationales pour sa gestion de la crise financière de 1997-1998, a souligné les faiblesses actuelles de l'économie des Etats-Unis qui, selon lui, conduisent tout droit au désastre économique. Ce n'est, affirme-t-il, qu'une question de temps : les 7 000 milliards de dollars de dette des Etats-Unis, ses énormes déficits incontrôlés, et le peu de soutien réel du dollar rendent inévitable la catastrophe financière. Les banques centrales à travers le monde commencent à perdre confiance dans la monnaie américaine et réduisent leurs réserves en dollars tout en se tournant vers d'autres monnaies.

L'ancien premier ministre de Malaisie doute que le dollar retrouve jamais sa vigueur d'antan. *« Le temps viendra où nous nous détournerons du dollar. Nous proposons d'utiliser l'or pour le commerce international »,* a-t-il déclaré.

Lors de ce colloque, le président de la Commission européenne, José Barroso, a affirmé que le déficit des Etats-Unis menaçait l'économie mondiale : *« Le déficit américain augmente régulièrement depuis la fin de 1990 et s'élève à présent à environ 5,5 % du PIB, ce qui constitue un risque croissant pour l'économie mondiale. La correction de ces déséquilibres exige de grands ajustements des taux de change et des taux d'intérêts. Si ces ajustements ne sont pas effectués de façon méthodique, ils peuvent perturber gravement les marchés financiers et l'activité économique dans le monde entier. »*

LA VOIX DES PEUPLES

Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.

Une marche mondiale en faveur de la paix

Le 19 mars 2005, des manifestations ont eu lieu dans le monde entier afin de marquer le deuxième anniversaire de l'invasion de l'Irak et pour protester contre son occupation. Elles se sont déroulées dans de nombreuses villes : Tokyo, Madrid, Istanbul, Copenhague, Bombay, Lahore, Rome, Florence, Ankara, Athènes, Brasilia, Londres, Dublin, Glasgow, Mexico, Varsovie, Vancouver, New York, San Francisco, Los Angeles, Budapest, Porto Rico, Sydney, Auckland, Wellington, Madrid, Bruxelles, Winnipeg, Kuala Lumpur, Toronto, Santiago, Nicosie, Le Caire, Montevideo, Sao Paulo, Johannesburg et bien d'autres. Les Etats-Unis ont connu plus de 800 manifestations, un peu plus du double que lors de l'anniversaire de cette guerre en 2004. Des milliers de personnes se sont rassemblées à San Francisco, New York, Chicago et Los Angeles – et un plus grand nombre encore ont manifesté dans de plus petites villes des 50 Etats. L'extraordinaire ampleur de ces activités anti-guerre reflète la vitalité du désir de paix du citoyen ordinaire. De nombreux évènements se sont déroulés en présence de membres de famille de soldats en service actif, de vétérans de cette guerre et des précédentes, et de parents des personnes blessées ou tuées, tous s'élevant contre l'occupation militaire de l'Irak.

A Fayetteville, où se trouve Fort Bragg et la 82e division aéroportée, plus de 4 000 personnes se sont jointes aux familles de militaires et de vétérans pour affirmer que soutenir les troupes signifiait les faire rentrer au pays. Derrière les porte-bannières arborant *« Le monde dit encore non à la guerre »* et *« Faites rentrer les militaires chez eux maintenant »*, la foule était constituée de *« Vétérans de l'Irak contre la guerre »* et de *« Familles de militaires protestant contre la guerre »*. Cet événement représente la plus grande démonstration anti-guerre depuis le Vietnam.

Toujours aux Etats-Unis, on a noté des actes courageux de résistance civile : 35 personnes ont occupé le bureau de Tom Allen, Membre du Congrès, à Portland, dans le Maine, afin de protester contre son récent vote en faveur des 82 milliards de dollars affectés à cette guerre ; 70 personnes ont fermé un centre de recrutement militaire à Eugene, dans l'Oregon, pendant toute une journée ; et à New York, 30 personnes ont été arrêtées simultanément pour des actes de désobéissance civile dans les centres de recrutement militaire de Brooklyn et Manhattan.

A Londres, selon le Maître de Benjamin Creme, 70 000 personnes ont marché à Trafalgar Square formant une immense manifestation. En route, un cercueil a été placé devant l'ambassade américaine avec ces mots : *« 100 000 morts. »* Les deux soldats qui le transportait, George Solomou et Ray Hewitt, ont quitté l'armée en protestation contre la guerre en Irak. *« L'armée doit comprendre que les gens de ce pays disent non à la guerre d'une façon massive. Elle est illégale, immorale et injuste et je n'y prendrai aucune part,* explique M. Hewitt. *J'étais en désaccord dès le début car j'étais méfiant à l'égard des déclarations concernant les armes de destruction massive – j'ai vu l'armée irakienne en 1991 et comment nous l'avons détruite. Cette déclaration de 45 minutes était un mensonge. »*

Kate Hudson, du CND, a déclaré : *« Nous défilerons car nous rejetons la politique étrangère belliciste de même que les atteintes à la liberté civile dans notre pays. Nous réclamons la fin de l'occupation de l'Irak mais nous posons également la question : où sera la prochaine guerre, M. Bush ? »*

Des manifestants renversent le gouvernement du Kirghizistan

Au Kirghizistan, pays d'Asie centrale, lors de la troisième révolte populaire réussie en l'espace de 16 mois dans cette ancienne république soviétique, des manifestants ont pris le contrôle du quartier général présidentiel et ont forcé le président de longue date à quitter son poste.

La vitesse de la chute du gouvernement a surpris de nombreux opposants. L'opposition, protestant contre les élections parlementaires controversées qui avaient eu lieu en février et mars 2005, s'est d'abord emparée des principales villes du sud. Deux jours après, la première manifestation dans la capitale a été de faible envergure et facilement dispersée par la police anti-émeute. Mais le lendemain, des manifestants se sont réunis en plus grand nombre, ont marché sur l'enceinte présidentielle et ont fait irruption dans le palais, après quelques difficultés avec les partisans de l'ancien président Askar Akayev.

L'opposition a pris le contrôle d'une station de télévision pro-gouvernementale et a libéré Felix Kulov, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'est alors adressé à la nation à la télévision. Selon les dirigeants de l'opposition, le premier ministre Nikolay Tanayev a donné sa démission, et les responsables de la Sécurité, ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Défense ont rapidement entrepris de travailler avec les nouvelles autorités.

Kurmanbek Bakiev, l'ancien premier ministre, a été déclaré président en fonction. Il a annoncé pour juin 2005 les élections pour la succession officiel de A. Akayev en juin 2005. Cette révolte au Kirghizistan aura fait suite aux soulèvements populaires survenus dans deux autres anciennes républiques soviétiques, l'Ukraine et la Géorgie.

Le pouvoir du peuple en Amérique du Sud

Début avril, les défenseurs du droit des Indiens du Brésil ont lancé leur campagne « Avril indigène » : une série de manifestations à l'échelon national, des occupations et d'autres actions.

Les activistes indiens se sont inspirés d'une campagne similaire menée par un autre groupe brésilien pendant le mois d'avril 2004 : le Mouvement des travailleurs sans terre (MTT). Surnommé « Avril rouge », le MTT avait passé le mois d'avril 2004 à s'emparer de terres privées pour attirer l'attention sur son exigence de réformes agraires.

Aujourd'hui, les groupes indiens réclament que le gouvernement accentue ses efforts afin d'attribuer davantage de terres fédérales aux réserves, comme stipulé dans la constitution. Les partisans des Indiens accusent en effet le gouvernement fédéral d'avoir freiné la création de réserves indiennes, et critiquent l'administration du président Luiz Inacio Lula da Silva. Ils réclament l'augmentation immédiate de l'aide médicale dans les réserves, citant la mort de plus d'une douzaine d'enfants indiens Kaiowa dans une réserve en mars 2005. Ces plaintes contre l'administration de M. Lula font suite à la publication d'un rapport sur les droits de l'homme dénonçant la

violence et la discrimination dont souffre la population indigène du Brésil. Selon Amnesty International, *« bien qu'il y eut quelques progrès dans le respect du droit des Indiens en quelques années »*, la population native du Brésil continue à souffrir de traitements injustes de la part du gouvernement fédéral, des propriétaires terriens privés et des intérêts de l'agro-industrie en Amazonie.

La principale plainte d'Amnesty International et des tribus porte sur l'échec de la création des 580 réserves indiennes prévues par la constitution de 1988, ratifiée en 1993. Seulement 340 réserves ont été créées, bien que le ministre de la Justice affirme que le processus sera achevé en 2006.

Weblogs : les médias du peuple

Apparus en 1999, ils constituent à présent une force non négligeable, et leur nombre ne cesse de croître. Dans les seuls Etats-Unis, on compte quelque quatre millions et demi de « bloggers » – des particuliers qui, sur leur propre site Internet, proposent à tout visiteur de leur site de lire ou télécharger leurs observations personnelles, leurs opinions et des informations. Ils constituent ainsi un réseau électronique à l'échelle mondiale, diffusant des sujets et des nouvelles que les principaux journaux enterrent, et que les grandes chaînes de télévision ne mentionnent même pas. Grâce à eux, les grands médias ont de plus en plus de difficultés à cacher la vérité.

On trouve sur Internet d'innombrables « journaux politiques », dont les auteurs font souvent preuve d'une conscience sociale hautement développée. Ces gens sont aussi bien commentateurs et éditorialistes qu'archivistes. Leurs sites proposent souvent de se relier aux sources officielles d'information et aux sites d'autres « bloggers », encourageant ainsi des discussions et des débats d'idées animés.

Les meilleurs « weblogs » reflètent la conception du monde de leur auteur, et deviennent des podiums alternatifs pour les débats d'opinion – ce qui peut permettre aux courants d'opinions alternatifs d'être repris par les grands médias.

Jeff Jarvis, à la fois « blogger » et journaliste de la grande presse, déclare pour sa part : *« Nous devons travailler ensemble pour améliorer les informations que nous communiquons au public et pour sauver le métier de journaliste. Il faut changer la relation entre les informations et le public, et se rendre compte que ce qui est publié demande à être discuté – ce qui se produit lorsque les lecteurs nous corrigent, et ajoutent d'autres informations et perspectives aux nôtres. Il faut étendre la salle de rédaction – alors même que nos revenus s'amenuisent – afin que le métier de journaliste retrouve sa crédibilité, le respect du public, et son humanité. »*

LE RESPECT DE LA LOI

« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi… et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix… Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004) Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.

Darfour : les crimes de guerre soumis à la CPI

La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies soumettant les crimes de guerre du Darfour (Soudan) à la Cour pénale internationale (CPI), a été saluée par l'Observatoire des droits de l'homme comme une *« étape historique pour davantage de justice contre les violations massives des droits de l'homme »*. Comme le Soudan n'est pas signataire du Traité constitutif de la CPI, cette décision du Conseil de sécurité était indispensable pour conférer une base juridique à la Cour. Les juristes de la Haye peuvent maintenant commencer à rassembler les preuves de crimes de guerre et ont déjà les noms de 51 accusés potentiels.

L'Observatoire des droits de l'homme a invité le

Conseil de sécurité à fournir des aides financières, logistiques et autres à l'Union africaine (UA), qui est chargée du maintien de la paix au Darfour, entre le gouvernement du Soudan et les rebelles du Sud. L'UA (ex-Organisation de l'unité africaine, fondée pour encourager la coopération entre les pays africains indépendants) dispose de 2 000 soldats chargés de maintenir le cessez-le-feu, mais elle a besoin d'urgence de troupes supplémentaires pour protéger les civils et stabiliser la situation catastrophique de cette région touchée par des années de sécheresse et de guerre civile.

L'Observatoire des droits de l'homme estime que depuis février 2003 presque deux millions de personnes au Darfour ont été déplacées et ne peuvent rentrer chez elles par crainte des milices nomades soutenues par le gouvernement, les Janjaweed (cavaliers armés).

« Le gouvernement soudanais n'a pas pu, ou n'a pas voulu, mettre fin aux atrocités incessantes », affirme l'Observatoire des droits de l'homme qui redoute que la recrudescence des attaques de convois ne conduisent à une famine majeure dans les mois qui viennent.

Dans un journal britannique, le capitaine Brian Steidle, ancien *Marine*, instructeur militaire pour l'UA au Darfour pendant six mois, insiste sur l'importance des observateurs sur le terrain : *« J'ai vu des villages entiers incendiés, les Soudanais ayant été enfermés dans leur hutte […] J'ai traversé un champ où il était impossible d'avancer sans fouler un os humain […] Une des pires atrocités dont mon équipe a été témoin s'est déroulée dans le village de Labado, dans le sud du Darfour, en décembre. Les hélicoptères de combat du gouvernement ont attaqué un village de 20 000 habitants et l'ont réduit à l'état de cendres. Une semaine après cette attaque, l'UA a placé 70 soldats sur les lieux, et une équipe de dix observateurs. La présence de cette petite troupe a non seulement convaincu le gouvernement de se retirer, mais a permis à 3 000 habitants de retourner sur les ruines de leur village pour commencer à le reconstruire. Il y a deux semaines, on m'a rapporté que 10 000 personnes étaient maintenant de retour. »*

B. Steidle affirme que les troupes occidentales devraient se retirer du Darfour, mais qu'on devrait aider l'UA à fournir davantage d'hommes, même si, à présent, le mandat que leur a accordé le gouvernement soudanais est d'assurer la sécurité des observateurs du cessez-le-feu et non les civils.

LES MENSONGES DÉVOILÉS

Le 15 février 2003, à Londres, Maitreya a été filmé sous les traits d'un Antillais, lors de la marche pour la paix (voir PI, avril 2003). « Je suis fier aujourd'hui d'entendre mes frères et mes sœurs dire la vérité et dénoncer les mensonges. C'est tellement magnifique ! » a-t-il déclaré. Depuis, les mensonges sont de plus en plus dénoncés.

La scène de la capture de Saddam a été montée de toutes pièces

Un ancien *Marine* ayant participé à la capture de l'homme qui a été présenté comme étant Saddam Hussein, a affirmé que cet épisode a été monté de toutes pièces.

Le sergent Nadim Abou Rabeh, de souche libanaise, a déclaré au journal Saoudien *Al Medina* que la capture a eu lieu le 12 décembre 2003 et non le lendemain comme annoncé par l'armée américaine.

« Je faisais partie d'une unité de 20 hommes, dont huit d'origine arabe, à la recherche de Saddam dans la région de Dour, près de Tikrit. Nous l'avons trouvé dans une modeste maison et non dans un trou comme il a été prétendu. Après une résistance farouche durant laquelle un Marine *d'origine soudanaise a été tué, Saddam a tiré sur nous depuis une fenêtre du second étage. »*

Selon Abou Rabeh, *« peu après, une équipe de production de l'armée a monté un film montrant la capture de Saddam dans un trou qui était un ancien puits. »*

Note de la rédaction : *« D'après mes informations, Saddam Hussein a été gravement blessé dans le bombardement de Bagdad du 20 mars 2003 et est décédé de ses blessures »*, écrivait Benjamin Creme dans notre numéro de mai 2003.
« Alors, qui a été capturé par les forces américaines ? D'après nous, il ne s'agit certainement pas de Saddam Hussein mais plutôt d'un sosie » [B. Creme, *PI*, janv/fév 2004.]

Erreur monumentale ou ignominie ?

Dans le journal *The Independent*, Scott Ritter, ancien

inspecteur en chef des Nations unies pour le désarmement de l'Irak, se montre critique sur le rapport rédigé par la Commission de renseignement présidentielle américaine analysant les informations qui ont conduit à l'attaque américano-britannique sur l'Irak. Dans ce que beaucoup considèrent comme une nouvelle tentative de disculper le gouvernement, ce rapport critique l'incapacité de la CIA à fournir un rapport précis sur l'évaluation des armes de destruction massive irakienne. Comme lors d'autres tentatives de blanchiment, on blâme des services de renseignements considérés comme fautifs ou incompétents. Mais S. Ritter conseille de ne pas relâcher la pression sur les bellicistes et explique que les Britanniques ont également, via la Commission Butler, construit leur propre défense en mettant en cause des manquements de leurs services de renseignements. Cette commission récuse par avance toute idée que des pressions politiques sont à la base des erreurs d'analyses concernant les armes de destruction massives irakiennes et par conséquent, son rapport ne peut être considéré que comme une nouvelle tentative de disculper le premier ministre T. Blair et de faire porter la responsabilité de la débâcle sur les épaules des services de renseignements britanniques.

S. Ritter n'accepte aucun compromis dans ses conclusions : *« Ce sont les politiciens – britanniques et américains – qui doivent endosser la responsabilité du mensonge concernant les armes de destruction massive en Irak. »* Il souligne que cette guerre a été lancée de manière délibérée et n'était pas nécessaire. *« Dans leur volonté délibérée de se débarrasser de Saddam, G. Bush et T. Blair ont violé les lois internationales et les choix moraux qui sont à la base de leurs propres constitutions démocratiques, ainsi que l'honneur de leurs services de renseignements qui doivent les aider à protéger les citoyens dont ils ont la responsabilité. »*

Le rapport affirme que la CIA avait commis une erreur monumentale en évaluant les armes de destruction massive irakiennes mais, d'après S. Ritter : *« En réalité, ce sont G. Bush et T. Blair qui se sont trompés magistralement en s'engageant dans une guerre fondée sur des motivations aussi erronées et qui a coûté la vie à 1 500 Américains, 90 Britanniques et à des dizaines de milliers d'Irakiens. »*

Irak : les soldats américains blessés sont rapatriés de nuit

Un correspondant de guerre américain affirme que le gouvernement Bush dissimule le nombre réel de blessés en les rapatriant par centaines de nuit. Mark Benjamin a effectué un an d'enquête en questionnant les soldats dans les hôpitaux militaires américains. Il affirme que tous les vols rapatriant des blessés sont programmés pour un atterrissage de nuit et que les photographes et les médias sont maintenus à l'écart. Le Pentagone, affirme-t-il, refuse de s'expliquer dans ces vols de nuit et réfute que cette pratique soit délibérée. M. Benjamin estime à 25 000 le nombre de soldats américains blessés, y compris ceux ayant subi des accidents dans des véhicules militaires, que le Pentagone ne dénombre pas parmi les blessés de guerre.

D'après M. Benjamin, si les soldats victimes de blessures reçoivent d'excellents traitements, les soins accordés à ceux qui souffrent de troubles psychologiques sont nettement insuffisants. Ainsi, les soldats atteints de désordres post-traumatiques sévères et qui ont des comportements homicidaires ou suicidaires, suite à ce qu'ils ont vu ou ont dû faire en Irak, ne bénéficient pas de traitements adéquats ni de thérapie individuelle, et ne sont pas soignés par des docteurs mais par des étudiants en médecine. Durant leur hospitalisation, l'armée essaye de prouver que leurs troubles ne sont pas causés par la guerre. L'armée invoque invariablement des conditions antérieures à la guerre afin d'éviter de devoir supporter le coût d'un long suivi. De son côté, le Pentagone estime que depuis le début du conflit en Irak, plus de 5 500 membres du personnel militaire ont déserté.

REGARD SUR LE MONDE

Dans cette rubrique, Partage international met en lumière certains problèmes urgents qui nécessitent une nouvelle approche et des solutions durables.

Notre Intérêt commun : le rapport de la Commission pour l'Afrique

par James Bernard Quilligan

Une nouvelle équipe économique nord-sud, la Commission pour l'Afrique, a publié en mars 2005 un plan de 400 pages pour le développement de ce continent. Intitulé *Notre Intérêt commun*, ce rapport présente une série de propositions qui seront discutées cette année, au G8, à l'Union européenne et lors de plusieurs conférences internationales.

Lancée par le premier ministre britannique Tony Blair, cette commission comprend des économistes et des hommes politiques issus de neuf pays africains, de cinq pays occidentaux et de la Chine. Ce « Plan Blair » appelle a un partenariat mondial pour mettre fin à la pauvreté et aux conflits, et favoriser la croissance économique du continent durant la prochaine décennie.

L'augmentation générale de la pauvreté sur la planète depuis les trente dernières années touche surtout l'Afrique, où 43 pays sur 53 souffrent de famine. La famine et la sécheresse sévissent périodiquement sur de vastes zones, d'où la dépendance massive des fermiers vis-à-vis d'une aide extérieure en matière de semences et de produits agricoles. Les ressources minérales sont exploitées par des firmes étrangères qui profitent d'avantages fiscaux et d'une corruption qui n'est un secret pour personne, pour éviter de réinvestir leurs profits sur place, aux dépens de l'économie locale et des capacités d'action de nombre de gouvernements du continent. L'absence d'une administration responsable conduit à la violence, aux conflits ethniques et aux guerres civiles.

Le fait que 45 % des Africains aient moins de 15 ans n'empêche pas ce continent de voir son potentiel productif diminué par la faim, le choléra, la fièvre jaune, la malaria, la tuberculose, la poliomyélite et de sida. Nombre de garçons et de jeunes hommes s'engagent comme soldats pour échapper aux ravages de la faim et de ces maladies, tandis que, de leur côté, les jeunes filles en bonne santé mais qui n'ont jamais fréquenté l'école n'ont d'autre choix que de fonder des familles nombreuses qu'elles nourrissent à grand peine en tirant le peu que leur donne un sol ingrat. La part de l'Afrique dans le commerce mondial décline régulièrement depuis plusieurs décennies, ce qui la rend de plus en plus dépendante de l'aide extérieure. La population (environ 850 millions d'habitants) passera à 1,9 milliard d'ici 2055. Vu la tendance économique actuelle, le continent ne sera pas en mesure de les nourrir soit directement, soit faute des fonds lui permettant d'importer les produits et le matériel agricoles nécessaires pour assurer son indépendance. On ne saurait nier que l'Afrique a énormément souffert des conflits continuels, de la pauvreté endémique et de l'instabilité économique induits par le colonialisme – et également dus en grande partie à l'échec flagrant des tentatives post-coloniales faites pour lui venir en aide au cours de ce dernier demi-siècle. Autant de facteurs qui l'ont laissée dans un profond désespoir.

Pourtant, comme le souligne le rapport Blair, les signes d'espoir ne manquent pas. Les guerres inter-ethniques qui ont déchiré le continent sont en net déclin. De même que le nombre de dictatures. Au cours des cinq dernières années, deux tiers des pays africains ont pu tenir des élections multipartites (certaines, à l'évidence, plus libres que d'autres). Dans le même temps, les investissements dans les capacités de production se sont accrus, au point que 24 pays ont connu une croissance économique de 5 % en 2003. L'Afrique dispose d'une force de travail jeune, résolue à réaliser son potentiel et qui en sera d'autant plus capable qu'on lui donnera une chance de se procurer une nourriture adéquate, d'élever ses niveaux sanitaire et d'éducation ainsi que de formation professionnelle.

Les richesses minérales dont dispose ce continent sont considérables et largement sous-exploitées. Il a également la possibilité de doubler, voire tripler ses rendements agricoles, de nourrir ses peuples et d'étendre son accès aux marchés mondiaux – et même d'augmenter de manière importante ses exportations agricoles d'ici quelques dizaines d'années. Nombre de nations du continent ont lancé des programmes de développement de renforcement de la cohésion de l'Afrique : mise en place de 10 associations économiques régionales ; création d'une unité transnationale dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD, mis en place au sommet de Johannesburg).

Le Plan Afrique

Notre Intérêt commun appelle à un nouveau partenariat entre l'Afrique et la communauté mondiale pour forger un plan de développement à long terme à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société africaine. Ce partenariat, reconnaissant que les meilleures solutions pour l'avenir et le progrès de ce continent ne peuvent venir que de lui-même, commencerait à laisser les Africains faire par eux-mêmes tout ce qui leur revient et qui leur est possible de faire. C'est ainsi qu'ils s'engageraient à :

– établir une gouvernance fiable, initier des réformes démocratiques, éradiquer la corruption, et mettre un terme aux conflits locaux et régionaux ;

– garantir les Droits de l'Homme, renforcer le règne du droit ;

– procurer une éducation primaire gratuite, améliorer les services de santé, étendre l'utilisation des engrais, améliorer la qualité du sol, doubler l'étendue des terres irriguées, assurer l'accès pour

tous à l'eau potable et à des équipements sanitaires efficaces ;

– construire une infrastructure économique – logements, routes, réseau ferré, aéroports, réseaux électriques et de télécommunications – mettre en place des administrations qui soient plus à même d'absorber les flux de capitaux internationaux, encourager l'esprit d'entreprise et stimuler le commerce sur l'ensemble du continent.

Si l'Afrique accepte de lancer ces programmes, affirme le rapport, la communauté internationale l'aidera à réaliser d'autres réformes majeures. Les nations développées :

– annuleront la dette de l'ensemble des pays sub-sahariens ;

– porteront leur aide au développement jusqu'à 0,7 % de leur PNB (Produit national brut), jusqu'à ce que l'Afrique reçoive 25 milliards de dollars par an d'ici 2010, augmentés de 25 autres d'ici 2015, ce qui, à partir de 2015, en induirait 25 de plus par la seule activité africaine ainsi lancée ;

– stimuleront les investissements dans les domaines de la santé (10 milliards de dollars par an), de l'éducation (8 milliards annuels) et les infrastructures (10 milliards par an) ;

– augmenteront les fonds de lutte contre le sida jusqu'à 10 milliards par an d'ici 2010 ;

– créeront à partir des marchés de capitaux internationaux une Réserve financière internationale (RFI – *International Financing Facility*) destinée à lever des fonds supplémentaires d'aide au développement ;

– supprimeront, d'ici 2010, 365 milliards de dollars de subventions qu'elles versent à leurs agriculteurs, y compris immédiatement celles concernant le coton et le sucre ;

– abaisseront les tarifs douaniers et diminueront les autres mesures protectionnistes qui restreignent l'accès des produits africains aux marchés étrangers ;

– rapatrieront les fonds illégaux placés sur des comptes internationaux par certains régimes africains, et renforceront la transparence dans les transactions financières de façon à éliminer la corruption ;

– négocieront un traité international sur les ventes d'armes d'ici 2006 pour empêcher les pays occidentaux d'approvisionner les zones en conflits ;

– financeront à hauteur d'au moins 50 % le budget des efforts de paix de l'OUA et amélioreront la capacité des Nations unies de prévenir et résoudre les conflits.

Financièrement, l'Afrique contribuerait pour un tiers aux investissements nécessaires, les deux tiers restants étant apportés par la communauté internationale sous forme d'aide, d'investissements divers et d'assistance technique. Il en résulterait en quelques années, selon le rapport, une augmentation de la part du continent dans le commerce mondial, une élévation de son taux de croissance à 7 % d'ici 2010, ainsi, enfin, que la réalisation des Objectifs de développement du millénaire (ODM) que l'Onu s'était fixés pour réduire la pauvreté et favoriser le développement d'ici 2015.

Trop ambitieux ou pas assez ?

En dépit de son audace et de son côté pragmatique, la mise en œuvre de ce Plan est loin d'être assurée. Les ministres des finances du G8 ont ainsi rejeté, en février 2005, la proposition concernant un large, voire un total effacement de la dette. L'Administration Bush a refusé de le soutenir, sous prétexte que l'Amérique aide déjà l'Afrique via son Fonds d'urgence pour le sida et sa participation au Compte destiné à financer les initiatives dans le cadre du Projet du millénaire (Washington exigeant des nations en développement qui veulent en bénéficier qu'elles adoptent des règles démocratiques et soutiennent sa guerre contre le terrorisme). Il n'est pas davantage certain que le Congrès, trop préoccupé par l'augmentation des dépenses militaires, l'escalade du déficit budgétaire et paralysé par les querelles partisanes, approuvera les mesures d'annulation, partielle ou totale, de la dette, le doublement de l'aide, la création de la RFI, et l'élimination des subventions agricoles. Le Canada et le Japon ne montrent guère plus d'enthousiasme pour augmenter leur assistance et la mise en place de ce RFI, tandis que la France, l'Allemagne et l'Italie ont exprimé de fortes réserves sur la réduction de leurs subventions agricoles.

Les multinationales, généralement favorables à un partenariat public-privé, émettent des doutes sur la régulation internationale officielle, qu'elles estiment peu fiable (même si le Plan Blair élude leur responsabilité dans la dégradation environnementale et sociale des pays en développement). Les ONG et les spécialistes des sociétés africaines ont manifesté leur scepticisme de voir adopter lors du sommet du G8 de cette année ce « nouvel agenda progressiste »

(large diminution de la dette, doublement de l'aide extérieure et élimination des subventions que les pays riches versent à certains de leurs secteurs professionnels), et l'on ignore si la Russie, qui prendra la présidence du G8 en 2006, décidera de soutenir l'effort international proposé par le Plan Afrique. Qui plus est, l'opinion publique planétaire – la « seconde superpuissance mondiale » – qui a réagi si vivement contre l'injustice dans le monde lors de ses manifestations anti-guerre il y a deux ans, a été lente à prendre conscience que la fin de la pauvreté sur le continent africain n'est pas seulement une question d'équité internationale, mais concerne la sécurité, la paix et la prospérité de tous les habitants de la planète.

C'est pour ces raisons que certains observateurs jugent le Plan Blair trop radical et politiquement irréaliste. Mais pour d'autres, ses propositions ne vont pas assez loin. Faisant remarquer que le Plan de la Commission Brandt avait lié son programme d'aide d'urgence en faveur des pays en développement à une politique de restructuration en profondeur de l'économie mondiale, certains économistes émettent des doutes sur le succès des réformes préconisées par la Commission pour l'Afrique, dans la mesure où elles ne s'attaquent pas aux dysfonctionnements du système économique international. Pour eux, la mise en œuvre de ses propositions ne suffirait pas à rééquilibrer l'économie mondiale et, donc, à véritablement bénéficier aux pays en développement.

Les spécialistes en économie du développement affirment l'importance cruciale d'établir un lien entre la diminution, voire l'élimination de la dette, et l'éradication de la pauvreté. Mais même si des mesures étaient prises dans ce sens, de nouveaux prêts ne tarderaient pas à recréer de nouvelles échéances de remboursement, au point qu'on risquerait d'en revenir dans cinquante ans à la situation actuelle.

De même, toujours pour ces mêmes observateurs, les propositions faites de doubler l'aide *extérieure* et mettre fin à sa « conditionnalité » sont les bienvenues, mais sans un contrôle multilatéral de sa collecte et de sa distribution, les gouvernements seront toujours tentés d'en faire un élément de leurs politiques étrangères, de « lier » le montant de leurs interventions à des intérêts économiques, sans parler du risque persistant de voir les fonds alloués détournés par des récipiendaires cupides et avides de pouvoir.

Ils se montrent également sceptiques dans le domaine de la *finance* parce que, si le RFI proposé par le Plan Blair lèverait assez de fonds par l'émission de « bons » destinés au développement – bons garantissant des profits maxima pour des risques minima – de par le fonctionnement inhérent au capitalisme, les fonds investis dans ces bons auraient tendance à se porter sur les pays en développement les moins pauvres, laissant de côté le développement social et humain des plus pauvres tout en s'appropriant une partie des montants versés par les pays riches.

En ce qui concerne le *commerce*, ces mêmes spécialistes en économie du développement font remarquer que la proposition de supprimer 365 milliards de dollars de subventions agricoles et autres des pays riches serait bien plus utile, mais que ses effets pourraient se voir annulés si le FMI (Fond monétaire international), avec ses exigences de mise en place de politiques d'ajustement structurels, continuait à demander aux pays pauvres de démanteler leurs barrières douanières, qui seules permettent aux petits paysans des pays pauvres de vendre à juste prix leurs produits et d'avoir un accès équitable aux marchés mondiaux.

De même, la proposition de *rapatrier* les fonds illicites en Afrique est audacieuse, mais il n'existe pas d'instrument juridique ou politique qui permette d'obliger les banques internationales à identifier les comptes suspects ou les multinationales à arrêter de passer en toute opacité des marchés avec les hommes forts du continent – tandis qu'une foule d'autres problèmes demandent encore à être traité dans le domaine de la finance mondiale, notamment les tendances permanentes à la spéculation, le manque de contrôle des transactions internationales, le caractère imprévisible et instable des flux d'investissements, la volatilité des taux de change, sans parler du manque d'un filet de sécurité pour les Etats lourdement endettés ou au bord de la cessation de paiement.

Une année pivot

Ces problèmes d'ordre systémiques mis à part, il faut bien commencer quelque part : et, d'une façon ou d'une autre, l'année 2005 marquera un tournant dans le développement mondial. Pour la première fois en 25 ans, la pauvreté réapparaît sur l'agenda international, et la communauté planétaire doit profiter de ce moment politique unique.

L'Afrique est plus qu'un test moral pour l'humanité – c'est une fenêtre d'opportunité inespérée pour le monde entier, l'occasion décisive de forger une gouvernance géo-démocratique et de coordonner l'économie internationale. Malgré ce qu'en disent ses détracteurs, le Plan Afrique pousse le politique à

s'emparer au maximum de ce qu'il lui est actuellement possible de faire dans un domaine aujourd'hui régi par le marché ; et, pour peu que l'on assiste à un bon démarrage des efforts de développement en Afrique, on peut s'attendre à ce que suivent rapidement un Plan Marshall mondial ainsi que d'autres changements macro-économiques d'ordre planétaire.

Compte tenu de la réponse humanitaire massive qu'a suscitée le tsunami de décembre 2004, de la publication en mars du rapport de la Commission Afrique, de la discussion de ce Plan au Sommet du G8 et lors du Sommet européen de juin ; compte tenu de l'état des lieux qui sera fait au plus haut niveau en ce qui concerne les ODM en septembre et la reprise du cycle de négociations de Doha en décembre, cette année offre la meilleure occasion depuis les années 1980 à la communauté internationale de progresser sur les questions de la pauvreté et du développement. Il est vital que le mouvement mondial pour la paix et pour le développement durable, le monde du travail, les divers mouvements de la société civile, les réseaux politiques tissés au niveau des gouvernements, les multinationales et les citoyens du monde s'unissent – cette année – pour faire entendre leurs appels en faveur de l'Afrique.

Si l'effet du Rapport Brandt a été si puissant et durable, celui du Plan Afrique peut l'être plus encore sur les pays africains, dans le domaine du développement international et sur l'établissement d'un programme économique mondial couvrant une bonne partie de ce siècle. Permettre au continent africain de mettre en place et de développer ses capacités productives et réaliser ainsi pleinement son potentiel humain, social et économique constitue un défi monumental, et même si ce vaste projet n'aboutit pas dans tous les domaines, le monde entier sera plus disposé en faveur de l'établissement du nouveau leadership que le Plan préconise pour l'Afrique et plus déterminé que jamais à changer en profondeur le sort des peuples de ce continent.

Il revient maintenant aux chefs d'Etat du monde développé de trouver le courage politique de mettre en œuvre ces recommandations, et à leurs opinions publiques de les soutenir sans réserve. Le temps est venu de mettre fin à la stagnation économique, de donner un autre cours à la lutte politique et de changer de fond en comble la vie sociale en Afrique. Soit le Plan Afrique deviendra un appel de clairon qui poussera notre génération à mobiliser sa volonté politique pour mettre fin à la pauvreté sur le continent africain, soit il sera le symbole honteux de notre échec à produire un changement réel, et condamnera les Africains à un avenir encore plus tragique que celui qu'ils connaissent aujourd'hui.

Rapport 2005 du Worldwatch Institute sur l'état du monde

Nouvelle approche de la sécurité mondiale

Note du Maître

« La guerre mondiale contre la terreur détourne l'attention du monde de la cause centrale de l'instabilité », affirme le rapport 2005 du WorldWatch Institute.

Selon Christopher Flavin, président du WorldWatch : *« Le véritable axe du mal ce sont la pauvreté, la maladie, la dégradation de l'environnement et l'accroissement de la compétition sur le pétrole et les autres ressources. A moins que ces menaces ne soient reconnues et qu'on y réponde, le monde risque d'être aveuglé par de nouvelles forces d'instabilité, comme l'Amérique a été surprise par les attaques terroristes du 11 septembre. »*

La préface du rapport a été rédigée par M. Gorbatchev, président de la Croix verte internationale. Il appelle à une *« Glasnost mondiale – ouverture, transparence et dialogue public et à une politique d'engagements préventifs pour répondre aux défis de la pauvreté, de la maladie, de la dégradation environnementale et des conflits d'une manière non-violente. »*

Le rapport identifie nombre de facteurs déstabilisants : pétrole, eau, nourriture, maladies infectieuses et travail des enfants, chacun jouant un rôle critique dans la sécurité économique et politique. En ajoutant à ce mélange déjà explosif la diffusion des armements et l'extension de l'injustice, les conditions sont réunies pour que l'instabilité politique, la guerre et l'extrémisme prospèrent. Le pétrole et sa dépendance *« portent avec eux des coûts et des risques énormes. Ils alimentent des rivalités géopolitiques, des guerres civiles et des violations des droits de l'homme. La sécurité économique des pays acheteurs et vendeurs est mise en danger par les fluctuations importantes des prix et de la production. Et le rôle du pétrole dans la stabilité climatique pose de graves dangers pour la sécurité humaine. »*

La notion de « guerre de l'eau » n'est plus aussi fantaisiste qu'elle paraissait il y a vingt ans. *« Aujourd'hui, 434 millions de personnes manquent*

d'eau. L'accès insuffisant à l'eau est une cause majeure de la perte du moyen d'existence rurale, contraignant les agriculteurs à abandonner leurs champs et alimentant les conflits. » La faim et les maladies causées par la malnutrition sont des sources constantes d'instabilité tribale, nationale et internationale.

Selon Michael Renner et Hilary French, directeurs de l'étude : « *La fixation actuelle sur le combat contre le terrorisme a occulté les dangers plus grands qui nous menacent. Un monde plus équitable est un monde plus sûr. Les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour la sauvegarde de l'homme et de son environnement, pour inciter au désarmement et à la reconstruction post-conflit, et rebâtir les Nations unies pour les défis de la sécurité d'aujourd'hui et de demain.* »

Le rapport fait nombre de recommandations, appelant les gouvernements et les organisations internationales à :

– Encourager la coopération internationale, en étendant le statut de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour que ce dernier augmente sa représentativité. Renforcer les autres organes de l'Onu pour qu'ils puissent répondre plus efficacement « *aux menaces à la paix internationale et à la sécurité* ».

– Soutenir activement l'accomplissement des Objectifs de développement du millénaire et les Cibles de développement durables. Il suffirait de prélever 7,4 % des budgets militaires pour obtenir les 50 milliards de dollars annuels supplémentaires nécessaires pour atteindre les ODM.

Un coût élevé en vies humaines

« Dans le monde, des hommes, des femmes et des petits enfants n'ont même pas le minimum nécessaire pour survivre ; ils s'entassent dans les villes de nombre des pays les plus pauvres du monde. Ce crime me remplit de honte. Mes frères, comment pouvez-vous regarder ces gens mourir sous vos yeux et vous considérer comme des hommes ? Mon dessein est de les sauver d'une famine certaine et d'une mort inutile. Mon dessein est de vous montrer que la solution, pour venir à bout de vos problèmes, est d'écouter à nouveau la véritable voix de Dieu à l'intérieur de votre cœur, et de partager les ressources de ce monde des plus fertile avec vos frères et sœurs où qu'ils soient. » *Maitreya, message n° 11*

DIVERS

Jean-Paul II (18 mai 1920 – 2 avril 2005)

par Benjamin Creme

Structure de rayons : âme : 6 ; personnalité 6 (sous-rayon 6) ; corps mental : 6(4) ; corps astral 6(6) ; corps physique : 7(3). C'était un initié de degré 1,6.

Un milliard de catholiques et de nombreuses personnes appartenant à d'autres religions ou à aucune, pleurent la mort du pape le plus connu depuis Jean XXIII.

Combien différents furent ces deux occupants du trône de Saint-Pierre. L'un, Jean XXIII (1881-1963) : âme : 6 ; personnalité : 2(6) ; corps mental 4(1) ; corps astral 6(2) ; corps physique : 3(7) ; niveau d'évolution : 2,0, un révolutionnaire, un libérateur, relâchant l'emprise de l'autorité et de l'infaillibilité d'une Eglise vieille de deux mille ans. L'autre, Jean-Paul II, se dirigeant fermement dans la direction opposée : peu de papes ont proclamé avec plus d'intensité que lui le droit autocratique de fixer les lois et les règles concernant la vie de tant de personnes. D'où le rétrécissement des congrégations et des collèges qui pour finir a accompagné son indéniable popularité.

Le secret, à mon avis, c'est que Jean-Paul II était un acteur consommé. Il commença sa vie active en tant qu'acteur et en tant que pape il a atteint la célébrité. Il rendit le pape, le chef de l'Eglise catholique, *visible.* Contrairement à tous ses prédécesseurs, il a agi à grande échelle, il a fait les choses en grand et joué son rôle devant des millions de personnes dans le monde entier. A une époque où les médias dominent, il a dominé les médias et cela a plu à ses fidèles.

De notre point de vue, la chose la plus intéressante dans cette vie particulièrement intéressante fut qu'à partir de 1984 le pape Jean-Paul II fut mentalement inspiré par le Maître Jésus (qui réside à Rome depuis cette date). C'est cela qui explique son puissant soutien en faveur des droits de l'homme, sa prise de position en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres et d'un monde plus juste pour tous. C'est cette prise de position qui lui a valu l'amour de millions de gens en dépit de ses vues autocratiques sur la sexualité et d'autres sujets. Ils ont aimé l'homme plutôt que le pape.

Si les plans concernant l'Emergence s'étaient davantage déroulés comme prévu, Jean-Paul II aurait été le dernier pape. Le plan prévoit que le Maître Jésus occupe le moment venu le trône de Saint-Pierre.

Benjamin Creme

Question : *Si j'ai bien compris, dans l'avenir le Maître Jésus deviendra le pape de l'Eglise chrétienne, entamant alors le véritable pontificat.*
Benjamin Creme : Le Maître Jésus ne deviendra pas le pape de l'Eglise chrétienne dans le futur. Cependant, il « occupera le trône de Saint-Pierre et la véritable succession apostolique commencera » – ce qui est tout à fait différent. Le Maître Jésus guidera *toutes* les Eglises chrétiennes, après les avoir débarrassées des doctrines et des dogmes élaborés par les hommes appartenant à ces différents groupes.

Q. *Lorsque le monde développera, sous l'inspiration des Maîtres, une nouvelle religion mondiale remplaçant les vieux dogmes d'aujourd'hui, que deviendra la charge de souverain pontife telle qu'elle existe aujourd'hui ?*
BC. La charge de pape ou de souverain pontife deviendra superflue. Le Maître Jésus prendra en charge tous les groupes chrétiens.

Q. *Y aura-t-il toujours un Maître à la tête de la religion mondiale ?*
BC. Oui.

Q. *Alors que des millions de fidèles veillaient et priaient pour le pape, avant et après sa mort, y a-t-il eu une bénédiction de Maitreya ou du Maître Jésus ?*
BC. Il y a eu une bénédiction du Maître Jésus.

Palestine : la liberté de circulation mise à mal

Interview de Hanan Aruri

Hanan Aruri est palestinienne. Elle travaille bénévolement au sein d'associations de promotion des droits des femmes dans son pays. Hanan a fait le déplacement de Porto Alegre (Brésil), où s'est tenu fin janvier le Forum social mondial 2005, pour dire au monde le calvaire quotidien enduré par le peuple palestinien. Nous l'avons interviewée sur le thème de la liberté de circulation, un droit international dont les civils d'un pays occupé sont censés bénéficier.

Partage international : *Hanan, pouvez-vous nous raconter votre voyage jusqu'à Porto Alegre ?*
Hanan Aruri : J'habite Ramallah, qui est situé à 25 km de Jéricho, la ville frontière avec la Jordanie. Moins d'une demi-heure de trajet par la route directe, mais cette route est réservée aux colons israéliens et les Palestiniens n'ont pas le droit de l'utiliser. Il nous faut donc emprunter une route secondaire qui circule entre les montagnes et en outre, franchir deux *check points*. Partie à 5 h du matin, j'arrive donc à 7 h à Jéricho.
Là, on fait monter les Palestiniens dans un bus jusqu'à une première barrière, où nous devons faire la queue et passer à pied devant un soldat israélien qui contrôle nos papiers. Durée de cette escale : 2 h.
Un autre bus nous conduit à la frontière elle-même. Nous devons de nouveau subir les humiliations des soldats, qui nous menacent pour un rien : parce que nous ne sommes pas bien alignés ou pour tout autre prétexte ridicule. Nous ne savons jamais s'ils vont nous laisser passer ou non. Tous les jours, des gens sont renvoyés chez eux, sans que l'on sache pourquoi. Certains doivent subir un interrogatoire. Cela a été mon cas. On m'a fait entrer dans un bureau. On m'a fait attendre. On m'a posé quelques questions : où vas-tu ? Pour quelle raison ? Qui vas-tu rencontrer ? Nouvelle attente. Durée de l'épisode : 1 h.
J'ai ensuite été conduite dans un autre bus qui nous a déposé à l'endroit où récupérer nos bagages… après une heure et demie d'attente. Encore un bus et nous voici côté jordanien. Nouveau contrôle des passeports. Durée : 2 h (seulement, car nous sommes en hiver). A Amman, j'ai pris un vol pour Paris, puis un autre pour Porto Alegre. Au retour, j'aurai à subir les mêmes difficultés pour rentrer chez moi.

PI*. Un tel déplacement est un véritable calvaire !*
HA. Oui, mais c'est bien pire l'été, lorsque davantage de personnes vont rendre visite à leur famille. Il faut alors compter 12 à 13 heures entre Ramallah et Jéricho. Les Israéliens ne sont pas plus nombreux aux postes lorsqu'il y a plus de monde. C'est à nous d'attendre.
Quant au passage de la frontière jordanienne, il demande 4 à 5 jours d'attente en été, sous 45 à 50°, au milieu des parents affolés et des enfants qui hurlent. Ce sont les mesures de sécurité israéliennes. De toutes manières, je ne peux m'offrir le luxe de sortir de Palestine plus d'une fois par an – et encore, parce que je suis favorisée. Il faut payer à chaque fois que vous montez dans un bus, il faut se nourrir et se loger sur la frontière, sans compter les multiples taxes à acquitter et le temps perdu.
Les Palestiniens vivent une véritable situation d'apartheid. Nous sommes isolés dans nos villages, dont les points d'accès sont bloqués par de gros blocs de béton. Circuler est dangereux, voire impossible.

Que nous soyons à pied, en voiture ou en bus, se rendre dans le village voisin, que ce soit pour son travail, aller à l'école, chez le docteur ou visiter sa famille, exige de passer par des *check points*, où les temps d'attente sont interminables.
Des malades du cœur sont morts sur le bord de la route faute de pouvoir atteindre l'hôpital et des femmes ont accouché dans le fossé devant l'indifférence des soldats. N'importe qui ayant un peu de cœur s'arrangerait pour faciliter le passage des femmes enceintes ou de celles qui accompagnent des enfants en bas âge. Mais les soldats font preuve d'une cruauté qui nous laisse sans voix.
Quel regard nos enfants ont-ils sur nous ? J'ai deux enfants, de trois et cinq ans. Je voudrais leur éviter ces affronts, mais bien que leur père soit français, ils n'ont pas le droit de sortir du territoire avec lui. Lui passe facilement la frontière. Mais les enfants, parce qu'ils sont nés en Palestine, n'ont le droit de sortir qu'avec moi.

***PI**. Pourquoi passer par la Jordanie ?*
HA. Parce que les Palestiniens n'ont plus le droit d'utiliser l'aéroport de Tel Aviv. Nous sommes contraints de passer par Amman, ce qui nécessite une autorisation de l'Etat jordanien (qu'on obtient en général en une semaine). Pour les Palestiniens, se rendre à l'étranger, quel que soit le pays, exige l'obtention d'un visa. Mais les pays ont leur ambassade en Israël, et on n'a pas le droit d'y aller !

***PI.** Vous sentez-vous abandonnés ?*
HA. Complètement. Là-bas, l'information est contrôlée. Par exemple, il est absolument interdit de prendre des photos des *check points* ou des bâtiments dans lesquels nous sommes entassés pour faire la queue pendant des jours.
Oui, nous nous sentons complètement oubliés. C'est pourquoi je cherche à sortir pour informer de ce que nous vivons. Et ce fut un grand réconfort de constater qu'ici, à Porto Alegre, beaucoup plus de gens que je ne l'avais imaginée soutiennent notre cause.

La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)
13.1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
13.2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Double souffrance pour les femmes palestiniennes

Amnesty International a publié un rapport : *Israël et les Territoires occupés : les femmes face au conflit, à l'occupation et au patriarcat*, détaillant les souffrances dont sont victimes les femmes palestiniennes et appelant tant les Israéliens que les Palestiniens à y mettre fin.

Ce rapport de 36 pages illustre comment la conjonction du traitement qu'inflige Israël au peuple palestinien et la tradition patriarcale en vigueur influe sur le sort des femmes : *« Les femmes palestiniennes ont subi de plein fouet l'escalade du conflit et les décennies d'occupation israélienne, et dans le même temps, la société civile les assujettit à un système de lois et de coutumes qui en font des membres défavorisés de leur communauté. »*

Le harcèlement permanent et les entraves à la liberté de mouvement que subissent les Palestiniens de la part des Israéliens ont un impact sévère sur la partie féminine de leur population. Entre autres exemples que cite Amnesty : les points de contrôle militaires, la poursuite de la construction du mur de séparation, la destruction des maisons et des propriétés, ainsi que les incarcérations.

Revenant sur le cas des points de contrôle, Amnesty montre les conséquences dévastatrices qu'ils peuvent avoir. *« La peur de ne pouvoir atteindre l'hôpital à temps pour un accouchement devient une source d'anxiété pour les femmes palestiniennes de l'ensemble des territoires occupés. Ruta Ashitya, interdite de passage par les militaires du point de contrôle de Beir Furik, fut ainsi forcée d'accoucher sur la piste qui menait à l'hôpital de Naplouse. « Il y avait là plusieurs soldats qui nous ignorèrent… Je me traînais alors derrière un bloc de béton à quelques mètres de là pour pouvoir accoucher dans une certaine intimité, dans la poussière, comme un animal. Ayant pris le bébé dans mes bras, il bougea un peu, mais mourut dans les minutes qui suivirent. »*

Comme si de pareilles difficultés de la part d'étrangers qui se donnent tous les droits ne suffisaient pas, les femmes et les filles palestiniennes sont traitées comme des citoyennes de seconde classe : le peu de droits qui leurs sont accordés restreint leur accès à l'éducation, aux soins médicaux ainsi que leur liberté de mouvement.

La pression croissante que subit la société palestinienne ainsi que la division des familles par les barrières, les bouclages et autres points de contrôle défait son tissu social et exacerbe ses faiblesses. La violence et les préjudices envers les femmes sont en hausse.

Amnesty appelle les Palestiniens à abroger leurs lois sexistes et à mener des enquêtes exhaustives sur les « crimes d'honneur ». Le rapport exprime de vives critiques contre l'Autorité palestinienne pour avoir négligé de prendre des mesures en faveur de la sécurité des femmes et des filles. Il note, par exemple, une augmentation de la violence contre la population féminine, des meurtres de nature sexuelle et des crimes d'honneur, dont les auteurs jouissent d'une impunité quasi totale.

Le texte ajoute que *« les lois existantes entérinent cette discrimination contre les femmes et accordent peu, voire pas du tout de protection aux victimes de violences familiales. L'application des lois palestiniennes et les institutions judiciaires se sont souvent montrées incapables de renforcer le droit en ce domaine, d'autant que les forces de sécurité palestiniennes sont largement entravées dans leurs efforts pas l'armée israélienne. Qui plus est, la situation actuelle et l'augmentation des menaces extérieures ne créent pas un contexte très favorable aux dépôts de plaintes concernant les violences familiales et « d'honneur », que la société considère comme relevant de la sphère privée.*

« En dépit du caractère peu fiable des statistiques, tout le monde s'accorde à reconnaître que la violence contre les femmes à l'intérieur des familles, y compris les abus sexuels, les viols, et les « crimes d'honneur », ont augmenté depuis quatre ans et demi, et que les responsables de ces actes n'ont subi aucune poursuite de la part de la justice. Circonstance aggravante, les bouclages et les restrictions qu'impose l'armée d'occupation empêchent les femmes et les filles, en danger d'être tuées par leurs familles, de trouver un endroit où se réfugier. »

Depuis fin 2000, l'armée israélienne a rasé plus de 4 000 maisons et d'immenses étendues de terres agricoles. Ce qui a laissé des dizaines de milliers de Palestiniens, la plupart des femmes et des enfants, sans toit ni ressources.

La peur ne doit pas servir d'arme politique

Aux approches d'une élection générale dans le Royaume-Uni, le Dr Rowan Williams, archevêque de Canterbury, a demandé aux partis politiques de ne pas exploiter la peur sur les thèmes du terrorisme, de l'asile politique et de l'immigration pour obtenir des voix. *« C'est du racisme que de chercher à stimuler ce genre d'inquiétude si facile à générer sur le sujet de l'immigration,* a-t-il déclaré.

Ce qui devrait nous faire trembler : le déracinement et l'aliénation de certains jeunes des villes, la dégradation de l'environnement, *« Le fait que de larges portions du tiers et du quart monde sont entraînées dans la spirale du chaos et de la violence. De tels sujets ne se prêtent pas à des solutions défensives à court terme. »*

R. Williams s'en prend au *« manque collectif de responsabilité internationale au sujet de l'environnement. Quels arguments pourriez-vous utiliser pour amener les Etats-Unis à traiter ces questions ? Vous devriez faire campagne pour mettre un terme à des politiques économiques et à des priorités internationales irresponsables. Ignorer les besoins ou la dignité des autres, c'est aussi, à long terme, attenter à sa propre vie et à sa propre dignité,* conclut enfin l'archevêque, *et c'est une chose qui mérite qu'on s'en inquiète. »*

COURRIER DES LECTEURS

Cette rubrique est alimentée par une réserve importante de courriers confirmés par le Maître de Benjamin Creme comme relatant de véritables rencontres avec des Maîtres, ou un « porte-parole », non encore publiés. S'y ajoutent d'autres courriers, plus récents, qui n'ont pas pu être vérifiés.

De grandes espérances !

Note du Maître

Cher Monsieur,

Le samedi 26 février 2005, mon amie et moi étions en train d'arranger un stand dans le centre de la vieille ville d'Utrecht lorsqu'un homme simplement vêtu, âgé d'une quarantaine d'années, se dirigea vers nous. Il portait une casquette en tricot, avec des oreillettes et des cordons pour l'attacher sous le menton, et un petit sac à dos.

Il avait un air serein et au cours de la conversation qui suivit, il donna l'impression de choisir ses mots avec soin.

Sans avoir rien lu de la documentation disposée sur notre stand, il demanda : *« Qu'est-ce qu'un tétraèdre ? »* Amusé par cette première question assez inhabituelle, je répondis : *« C'est un peu*

compliqué. » Il me demanda pourquoi, mais je ne peux me souvenir de ma réponse. Pendant un moment j'envisageai de lui demander s'il avait déjà entendu parler de la méditation de transmission, mais finalement je n'en fis rien. J'expliquai la fonction du tétraèdre. Il demanda alors combien il y avait de groupes de méditation de transmission. Je répondis qu'ici (aux Pays-Bas, il y en avait entre trente et cinquante, mais que le nombre de groupes expérimentés était inférieur. Il écouta attentivement et demanda avec vivacité et un certain enthousiasme : « *Combien de participants y a-t-il dans ces groupes ? Un millier ?* » Je répondis : « *Non, pas tant.* » Et aussitôt il demanda toujours très enthousiaste : « *Quelques centaines ?* » Je souris : « *Non, dans notre groupe nous sommes entre cinq et dix et à Amsterdam il y a dix à vingt personnes.* »

Il me serra la main en disant de manière très polie : « *Merci pour cette conversation.* » Je lui demandai d'où il venait et il me répondit : « *Harderwijk.* » Je lui indiquai comment contacter le groupe d'Amsterdam, pas trop loin de l'endroit où il habite. Il regarda mon amie pendant un instant, puis il s'éloigna.

Cet homme était-il Maitreya ou l'un des Maîtres ?

J v-d B. , Utrecht, Pays-Bas

Sports d'hiver

Note du Maître

Cher Monsieur,

Le 8 mars 2005, nous rentrions de Brooklyn (New York), à Troy, dans l'Etat de New York (normalement trois heures et demie de route). La température chuta brusquement et une tempête s'annonça. Au bout d'une heure et demie de trajet, nous roulions sur l'autoroute du New Jersey à 120 km à l'heure lorsque nous nous retrouvâmes sur du verglas. A ce moment-là nous étions sur la voie la plus à droite, près d'un immense mur de béton. La voiture commença à tanguer et fut sur le point de heurter le mur. Je m'arrangeai pour l'éloigner de celui-ci, mais elle tanguait énormément et elle commença se déporter en diagonale tout en tournant à 180 degrés, plusieurs fois de suite. Tout cela se produisait à 120 km à l'heure, étant donné que je ne pouvais freiner sur la glace. Nous pouvions voir arriver des voitures et d'énormes camions. Se trouvant maintenant entièrement sur la voie de gauche, notre véhicule heurta une séparation de 30 cm de haut et fut projeté en l'air – évitant ainsi les énormes camions. Immédiatement après la séparation, il y a une épaisse clôture grillagée de 2,50 m de haut, divisée tous les cinq mètres environ par de grands poteaux métalliques. Derrière cette clôture se trouvent de grands arbres. Cette bande de séparation a environ 4 à 6 mètres de large, elle se trouve au milieu de l'autoroute. Par miracle nous passâmes à travers la clôture à un endroit où le grillage métallique avait été écrasé auparavant (sans doute par un camion) et exactement entre deux poteaux métalliques. Notre voiture atterrit sur la clôture aplatie, juste à côté d'un arbre abattu, elle traversa entièrement la bande de séparation et se retrouva sur le bas-côté de l'autre chaussée de l'autoroute. Ce n'est qu'à ce moment-là que je fus capable de reprendre le contrôle de mon véhicule et de conduire jusqu'à l'arrêt le plus proche.

Nous étions miraculeusement indemnes. Nous avions évité le mur de béton, les nombreuses voitures et les camions, la clôture de métal, les arbres et même les voitures sur l'autre chaussée.

Je dois mentionner ici le fait que nous étions en bonne compagnie : nous avions dans notre voiture trois majestueux Bouddhas que nous avions achetés trois jours auparavant. Aucun ne fut endommagé – pas plus que nous-mêmes ni la voiture.

Pendant le trajet du retour, nous avons vu de nombreux accidents impliquant un grand nombre de voitures. Conduire dans ce blizzard devenait incroyablement difficile et il nous fallut encore quatre heures et demie pour rentrer chez nous.

Avons-nous été sauvés par quelqu'un de particulier ?

B. S., Troy, New York, E.-U.

Détectives privées

Note du Maître

Cher Monsieur,

Le 19 mars 2005, ma collègue Heather et moi-même nous sommes rendues au rassemblement en faveur de la paix, à Londres. Il y avait beaucoup de monde, des gens de tous âges. Le temps était ensoleillé et l'atmosphère était optimiste et positive. Les orateurs de Trafalgar Square furent accueillis avec enthousiasme par la foule. Vers la fin des discours un homme qui se trouvait non loin de nous attira notre attention. C'était un Antillais d'un certain âge, vêtu d'une veste beige et d'un pantalon gris. Ses cheveux frisés étaient partiellement recouverts d'une

casquette de base-ball foncée. Il semblait rayonner de santé et d'énergie et nous lui trouvions une ressemblance avec un autre Antillais qui s'était avéré être Maitreya. Nous nous rapprochâmes de lui.

Je me disais en moi-même : *« Si vous êtes Maitreya, retournez-vous, s'il vous plaît. »* Il n'en fit rien et je regrettai mon impolitesse. Là où nous nous trouvions, nous pouvions l'observer de plus près et nous riions comme deux complices. Nous enregistrâmes le plus de détails possibles – ses vêtements, ses chaussures plutôt usées et le sac à provisions qu'il portait. Qu'y avait-il dans ce sac ? Cela semblait être des affiches contre la guerre. Un morceau de papier avec quelque chose d'écrit à la main était collé sur le côté du sac, mais il était masqué par sa jambe. Nous eûmes un aperçu de la première lettre et nous brûlions d'envie d'en voir davantage, mais sa jambe cacha à nouveau le morceau de papier. Cette jambe semblait se déplacer comme un pendule, ne révélant pas plus de deux ou trois lettres et je réalisai qu'il nous taquinait. Soudain il se retourna et jeta un coup d'œil dans notre direction. Son regard était si intense que je pouvais voir ses yeux étinceler. Puis il se retourna à nouveau et nous regarda avec plus d'insistance. Peu de temps après il s'en alla.

Au bout d'un moment, Heather se retourna – quelqu'un avait cogné son sac à dos, la poussant en avant. C'était l'Antillais qui passait rapidement avec un sourire malicieux.

Il se tint ensuite non loin de nous, souriant toujours, comme s'il écoutait le dernier orateur. Finalement il s'en alla. Le plaisir que nous avions éprouvé semblait nous avoir revigorées et nous ne sentions plus le froid ni la fatigue.

Cet homme était-il Maitreya ?

S. M., Richmond, Surrey, Grande-Bretagne

Intérêts communs

Note du Maître

Le 31 janvier 2005, je me rendis au bureau de Share International. Au moment où je m'asseyais dans le train à la gare de Richmond, une femme monta et elle se montra aussitôt amicale et bavarde. Elle allait seulement jusqu'à l'arrêt suivant.

Elle me demanda ce que je faisais et je lui dis que je me rendais au nord de Londres où je faisais un travail bénévole. Elle était désireuse d'en savoir davantage car elle souhaitait aussi faire du travail bénévole maintenant qu'elle était en retraite.

Elle s'était déjà renseignée à ce sujet, et elle mentionna une ONG connue, mais le travail impliquait la nécessité de soulever des objets lourds et elle en était incapable en raison d'un problème de dos. Je compatis car j'avais un problème similaire.

Je lui parlai de la Réapparition. Elle écouta avec enthousiasme et déclara qu'elle souhaitait assister à une conférence de Benjamin Creme ainsi qu'à une méditation de transmission à Richmond. Sa fille serait également intéressée.

Elle déclara qu'elle était bouddhiste et que Jésus était le premier bouddhiste. Je lui fis remarquer que Jésus était venu six cents ans après Bouddha. Elle fut d'accord mais elle affirma que Jésus était néanmoins le premier bouddhiste.

Notre conversation dut prendre fin car nous approchions de son arrêt. Je notai pour elle quelques informations utiles, notamment mon numéro de téléphone. Elle me proposa le sien, mais il ne restait plus assez de temps pour le noter.

J'ai réfléchi ensuite à cette rencontre et certaines coïncidences m'ont étonnée. Cette femme était-elle quelqu'un de particulier ?

S. M., Richmond, Surrey, Grande-Bretagne

Les voyages ouvrent l'esprit

Note du Maître

Le 20 février 2005, je me trouvais dans le train pour me rendre au bureau de Share International. Pendant le trajet je remarquai un homme qui changeait de place. Il se dirigea dans ma direction en souriant et il s'assit dans la rangée en face de moi. Il paraissait avoir une vingtaine d'années et était vêtu comme un juif orthodoxe.

Il se tourna vers moi et me demanda si le train se rendait à Dalston. Je lui dis que je n'étais pas certaine car j'allais seulement à Gospel Oak. Il se leva et regarda une carte. Je me joignis à lui et nous constatâmes qu'il se trouvait dans le bon train.

Il vint s'asseoir en face de moi et nous bavardâmes. Lorsque je lui dis que je me rendais à un travail

bénévole, il voulut en savoir davantage. Il me demanda si j'avais un certificat et, intriguée, je lui répondis que non. Il dit qu'il pensait qu'il était nécessaire d'avoir un certificat pour faire du bénévolat. Il avait travaillé pour Care à New York, pendant trois ans, et il avait eu besoin d'un certificat.

Il voulut savoir de quel genre de travail il s'agissait. Je lui répondis que cela avait trait à des questions spirituelles. Il poursuivit la conversation et je commençai à lui parler de la Réapparition. Je fus surprise de le voir m'écouter en approuvant de temps à autre. Il déclara qu'il était juif et que dans sa religion on attendait également un nouvel Instructeur. Je lui dis que même certaines personnes qui n'acceptaient pas nécessairement l'histoire de la Réapparition sentaient qu'un événement extraordinaire était sur le point d'arriver. Il acquiesça et ajouta que c'était depuis la mort de tant de gens dans les *Twin Towers* à New York. Il me pressa de continuer lorsque je lui dis que nous ne demandions pas aux gens de croire à l'information. Ceci ne semblait pas le concerner.

Il me posa des questions concernant le travail au bureau de Share International. Je parlai de la méditation de transmission. Il se montra très intéressé et posa différentes questions. Comment nous arrangions-nous pour maintenir notre attention ? Je parlai de l'usage du OM et déclarai que rester aligné devenait plus facile avec de la pratique, même si pour ma part je trouvais cela assez difficile.

Le trajet passa très vite et nous arrivâmes bientôt à mon arrêt. Il se leva poliment et nous nous dîmes au revoir. Je lui dis que j'avais beaucoup apprécié notre conversation. Je descendis du train réconfortée, en pensant que le monde était réellement prêt pour Maitreya.

Qui était mon compagnon de voyage ?

S. M., Richmond, Surrey, Grande-Bretagne

QUESTIONS-RÉPONSES

Réponses de Benjamin Creme

Le pouvoir du peuple se fait sentir de plus en plus et commence à attirer l'attention des médias. Le Kirghizistan est le dernier exemple en date. [1] A t-il été « aidé » par des agents provocateurs ? [2] La révolution « orange » d'Ukraine fut-elle alimentée par des agents provocateurs ? [3] L'exemple du Kirghizistan provoquera-t-il un effet domino dans la région, tout comme chaque exemple précédent de peuple affirmant son pouvoir semble avoir inspiré le soulèvement suivant ?

[1] Non. [2] Oui, des deux côtés. [3] Oui, très probablement.

John Bolton est l'ambassadeur choisi par George Bush pour représenter les Etats-Unis à l'Onu. J. Bolton a toujours été férocement (pour ne pas dire fanatiquement) opposé aux Nations unies et pourrait réaliser les craintes de nombreuses personnes en minant les Nations unies de l'intérieur. [1] Est-ce l'intention des Etats-Unis ? [2] Si c'est exact, quelles seraient les conséquences pour les Nations unies ?

[1] J'en ai bien peur. Mais les Etats-Unis ont toujours considéré les Nations unies comme un organisme uniquement destiné à implanter les intérêts américains. [2] Pendant un certain temps les Etats-Unis vont continuer à dominer l'Onu ou à agir de manière unilatérale – mais cette époque va se terminer.

Est-il exact que des soldats américains – notamment ceux qui sont sérieusement blessés, handicapés à vie et/ou traumatisés – sont rapatriés aux Etats-Unis aussi secrètement, aussi discrètement que possible ?

Oui.

Pensez-vous qu'une interview opportune « pas nécessairement majeure » de Maitreya se produira en Grande-Bretagne ? L'interview a-t-elle déjà eu lieu ?

[1] Non. [2] Non.

Le sentiment de culpabilité est, comme nous le savons tous, un fardeau lourd à porter, si rien ne peut être fait pour redresser le tort causé. Ce mécanisme doit sûrement jouer un rôle énorme (même s'il n'est pas reconnu) dans la vie de toutes les nations qui doivent savoir dans une certaine mesure, consciemment ou inconsciemment, qu'elles agissent mal et causent beaucoup de tort, de misère et de destruction. Comment ce mécanisme de conscience agit-il [1] aux Etats-Unis ? [2] en Israël ?

[1] Les Etats-Unis sont totalement polarisés. Par conséquent, seule la moitié de la population sent que leur pays fait du mal. L'autre moitié ressent la condamnation du reste du monde. [2] La majorité des Israéliens soutient le gouvernement actuel et considère maintenant l'oppression des Palestiniens comme méritée (en raison des actes terroristes perpétrés à l'encontre d'Israël).

Le message de Maitreya parvient-il à l'Afrique ?

Maitreya vit à Londres dans différents temples hindous. Il se rend à la mosquée et dans des églises, mais il vit dans des temples. Il vit quelques années dans un temple, puis quelques années dans un autre. Lorsqu'il se trouve dans ces temples, il enseigne aux swamis ses idées concernant la transformation du monde, puis il les envoie de par le monde faire partager leur expérience et ses enseignements. Les enseignements de Maitreya sont transmis à travers de nombreux swamis, des hommes instruits et intelligents, éduqués dans la tradition hindoue.
Swami Nirliptananda a écrit un certain nombre d'articles pour Partage international. C'est le principal swami d'un temple où Maitreya a vécu pendant des années. Bon nombre de swamis se rendent en Asie et dans certaines parties d'Afrique où existent des communautés hindoues qui ont besoin de swamis dans leurs temples.

Il existe un groupe de pays – l'Inde, le Japon, le Brésil et l'Allemagne – qui voudraient devenir membres du Conseil de sécurité. Est-ce le signe que le Conseil de sécurité de l'Onu va changer, ou s'agit-il simplement d'une forme de nationalisme de la part de ces pays ?

Il s'agit des deux. C'est une forme de nationalisme, bien sûr, ces pays voulant avoir davantage leur mot à dire, mais c'est également la constatation que le veto détenu par un petit nombre de pays – les cinq membres originaux du Conseil de sécurité – dénature l'action des Nations unies. Par exemple, l'Irak n'avait pas respecté dix-neuf résolutions des Nations unies prises à son encontre et ce fut une des raisons invoquées pour l'attaquer. S'il n'avait pas existé de résolutions non satisfaites, l'Irak aurait quand même été attaqué. Ce fut un simple prétexte. Israël n'a toujours pas respecté soixante-trois résolutions des Nations unies car le veto américain empêche toute action à son encontre. Certains pays s'impatientent enfin de plus en plus de la domination toute puissante du Conseil de sécurité, et celui-ci a maintenant vingt-cinq membres au lieu de quinze. Il a été élargi et chaque membre possède une voix, mais seuls les cinq membres originaux possèdent le droit de veto.

A mon avis, la véritable valeur de l'Onu est mal comprise ; elle n'a pas encore été saisie par certains pays et par l'humanité en général. Les Maîtres l'appellent « l'espoir du monde ». L'Onu est réellement l'espoir futur de l'humanité, et si nous ne sommes pas capables de la préserver et de la débarrasser de tout ce qui réfrène son action, les choses empireront pour l'humanité. Ce qui devrait disparaître en premier, à mon avis, c'est le Conseil de sécurité. Il a accompli sa tâche ; il est dépassé et ne fonctionne plus de manière véritablement utile ni démocratique lorsqu'il s'agit de résoudre les graves problèmes d'aujourd'hui.

L'un de ces problèmes est la situation israélo-palestinienne, et on ne peut rien y changer en raison du droit de veto des Etats-Unis. Les Etats-Unis ne s'intéressent à l'Onu que dans la mesure où ils

peuvent exercer un contrôle sur elle. Aux Etats-Unis, vous seriez surpris, l'Onu est presque un mot tabou pour certaines personnes.

De nombreux Américains, les électeurs inconditionnels de Bush, par exemple, haïssent l'idée même des Nations unies. Ceux qui votent pour des gens comme Kerry, ou Clinton, ou n'importe quel démocrate, auront un point de vue différent, mais même eux ne comprennent pas totalement l'importance des Nations unies.

Dans une large mesure, la vision que les Américains se font de l'Onu est celle d'un endroit où ils peuvent faire valoir leur point de vue et leurs intérêts. Ce sont eux qui insistèrent pour que Boutros Boutros-Ghali s'en aille et soit remplacé par l'actuel secrétaire général, Kofi Annan. Kofi Annan a été choisi par les Américains et ce choix a été accepté par les autres nations afin de parvenir à un compromis. Les Américains pensaient que Kofi Annan se montrerait faible, mais étant donné qu'il manifeste son indépendance, ils voudraient maintenant qu'il s'en aille. C'est un homme avisé et juste. Il ne veut pas offenser les Américains. Il sait que lorsque les Etats-Unis ne peuvent agir à leur guise, ils ne paient pas leur dû. Chaque pays paie une somme correspondant à son produit national brut. Etant donné la taille des Etats-Unis et le montant énorme de leur produit national brut, ils paient plus que n'importe quel autre pays. Par conséquent lorsqu'ils n'acquittent pas leur dû, cela limite énormément l'activité de l'Onu. Kofi Annan a naturellement, en tant que secrétaire général, la responsabilité de s'assurer que les différents pays paient ce qu'ils doivent, il est donc ” victime d'un chantage ” de la part des Etats-Unis et de certains autres pays. Il y a seulement trois pays qui paient leur contribution en temps voulu, sans qu'on le leur demande : ce sont les Pays-Bas, la Norvège et le Canada. Les autres jouent de leur pouvoir politique : « Nous paierons lorsque vous ferez ce que nous vous demandons ». Et ainsi Kofi Annan doit sans cesse manœuvrer pour ne pas renverser l'équilibre du pouvoir.

La première chose à supprimer, à mon avis, est le Conseil de sécurité et le droit de veto qui va avec. Nous aurons alors toutes les nations, la société des nations, le lieu de dialogue des nations, l'Assemblée des Nations unies. Le Conseil de sécurité avait été mis en place pour contrôler quelque peu des pays comme la Russie – la Chine peut-être, mais certainement la Russie – pendant la Guerre froide.

Les Etats-Unis étant extrêmement dominateurs et combatifs, ils sont parvenus à leurs fins et contrôlent dans une certaine mesure ce que fait Israël, même si Israël est largement incontrôlable. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les Etats-Unis renforcent la position d'Israël. Ils contrôlent ce que fait Israël au sens où ils utilisent toujours leur droit de veto, si bien qu'Israël n'est pas contraint de respecter les résolutions de l'Onu. Sans le veto des Etats-Unis, il pourrait y avoir une menace, par exemple un embargo économique, mais les Etats-Unis font le nécessaire pour que cela n'arrive pas car ils travaillent avec Israël. Les Etats-Unis (c'est-à-dire le Pentagone), Israël et certains Etats de l'Europe de l'Est sont les nouvelles puissances de l'Axe dans le monde.

Dans des cas individuels et quelquefois communautaires, la confession, la pénitence, la vérité et la réconciliation sont des méthodes de compensation et le premier pas vers un processus de guérison. Quel est, à votre avis, la meilleure méthode ?

La vérité et la réconciliation.

---

[1] Si certaines personnes s'assoient sur la carte de la « main » de Maitreya pendant la méditation de transmission transmettront-elles mieux ? [2] Quel autre effet cela aura-t-il ? [3] Si quelqu'un découpe la photographie de la « main » de Maitreya de manière à la porter à l'intérieur d'une de ses chaussures, cela peut-il lui apporter la guérison et le maintenir en bonne santé ? [4] On a dit que cela n'était pas une manière correcte d'utiliser la « main » de Maitreya ; quel est votre avis ?

[1] Non. [2] Aucun. [3] Non. [4] La main n'est pas destinée à être « portée » sur soi. Il s'agit d'un moyen d'attirer l'aide de Maitreya en regardant la main et en demandant de l'aide.

Placer la « main » de Maitreya devant des ordinateurs réduit-il la quantité d'ions positifs émanant de ceux-ci ?

Non.

Est-ce que l'on peut recevoir des messages de Maitreya à travers la photographie de sa « main » ?

Non. Non. Non !

Quelqu'un m'a demandé de reproduire pour lui une « empreinte de la main » de Maitreya sous forme de photo de bonne qualité et d'en faire une copie dans l'autre sens, comme une image dans un miroir. Cela fait-il une différence si « l'empreinte de la main » est une image inversée ?

Oui. On ne devrait pas en faire une image inversée. Les gens croient qu'ils peuvent prendre ce qui est réellement un don divin et en faire ce qu'ils veulent, en donner une image inversée. C'est tout simplement manquer de respect à l'égard du don divin qu'est « empreinte de la main ». La réponse en tout cas est que cela ne devrait pas être fait. Cela dénature « empreinte de la main ». Cette main agit comme une ouverture vers Maitreya. Elle vous permet, lorsque vous la regardez, d'invoquer son aide. Lorsque vous regardez l'empreinte de la main sérieusement, vous invoquez l'attention de Maitreya et demandez son aide. Il a déclaré « Mon aide est à votre disposition. Il vous suffit de la demander ». La main vous permet de demander l'aide de Maitreya, dans les limites karmiques. Maitreya doit travailler dans les limites de la loi karmique, comme tous les Maîtres ; c'est la seule chose qui les limite – pas leur propre karma, car ils ne produisent pas de karma, mais la loi karmique gouvernant notre libre arbitre. La main est offerte pour donner aux gens la possibilité de faire usage de ce don d'accès à Maitreya, afin de demander son aide.

Pourriez-vous indiquer sur quel niveau de conscience continueront à fonctionner après la mort ceux qui font partie des groupes travaillant pour l'Emergence et dont le niveau d'évolution se situe entre 1,5 et 1,9 ? Sera-ce selon la teneur habituelle de leur " niveau de conscience quotidien " ?

Au niveau où ils se trouveront au moment de leur mort.